

OLIVIER METZGER



ÉRIC HAZAN
L'éditeur
passe l'arme
à l'extrême
gauche

PAGES 24-25

**DROITS
DES FEMMES**
8 lois de 8 pays
pour inspirer une
«Europe idéale»

PAGES 6-9



MARIE TOUSSAINT
«L'enjeu des
européennes,
c'est pacte brun
ou pacte vert»

PAGES 10-11

Incendie près de la ville israélienne de Kuryat Shmona causé par une roquette libanaise, le 3 juin. PHOTO JALAA MARIY AFP

Libération

LIBAN - ISRAËL

DANS LA SPIRALE GUERRIÈRE

La tension s'est fortement accentuée ces derniers jours à la frontière. Enquête sur les milices libanaises qui tentent de profiter du chaos dans un pays exsangue. PAGES 2-5

PUBLICITÉ



Ibrahim Maalouf • Diana Krall • Vulfpeck
Trombone Shorty • Youn Sun Nah • Hiromi
Hania Rani • Yuri Buenaventura • Masego
Jeanne Added • Oumou Sangaré • Lizz Wright
Caravan Palace • Popa Chubby • Asaf Avidan
Rhoda Scott • Chucho Valdés • Stacey Kent
Gabi Hartmann • Yamé • GoGo Penguin...



LIBÉRATION 10-12-2023

ÉDITORIALPar
DOV ALFON**Emprise**

C'est une plongée inédite, captivante et effrayante à la fois dans un univers secret tentaculaire, celui des milices armées au Liban. Tandis que la guerre larvée entre Israël et le Hezbollah menace de se métamorphoser en déflagration dont les conséquences pourraient être dramatiques, le Sud du Liban est déjà victime de batailles fratricides que suivent de très près les deux puissances régionales, l'Iran et Israël. L'enquête de longue haleine de notre correspondant sur place révèle l'emprise du «Parti de Dieu» sur cet État dysfonctionnel, mais aussi comment les forces armées irrégulières se préparent à lui résister. *«Il est clair que le Hezbollah fait partie du système iranien, on traite avec un parti qui est devenu une armée régionale», nous dit Samy Gemayel, petit-fils du fondateur vénéré des Phalanges chrétiennes. On tremble à l'idée d'une nouvelle guerre civile, cette fois alimentée aussi par la guerre par proxy entre l'Iran et Israël. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, pourrait en effet être tenté par un coup de force spectaculaire qui lui permettrait de prolonger sa survie politique, même après un accord à Gaza. Au total, les incidents multiples à la frontière ont déjà fait plus de 450 morts côté libanais, dont 90 civils, et 26 en Israël, dont au moins 11 civils. Au moins 80 000 Israéliens, - nombre d'entre eux sont des électeurs traditionnels du Likoud de Netanyahu - ont dû fuir leurs habitations, ou vivent au rythme des attaques et bombardements de part et d'autre. Emmanuel Macron avait assuré en avril faire tout ce qui est en son pouvoir «pour prévenir la montée des violences entre le Liban et Israël», tout en affirmant sa détermination à apporter aux forces armées libanaises «le soutien qui leur est nécessaire». Face à l'arsenal préparé par les groupes paramilitaires au Liban, cette nécessité risque d'être déçue. »*

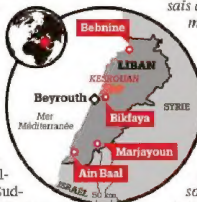
Liban-Israël

A qui profite la guerre ?

Hégémonie du Hezbollah, montée des Frères musulmans... Alors que les civils libanais paient le tribut des violences transfrontalières depuis le 7 Octobre, le conflit tourne au profit des milices, dans le nord du pays, relativement épargné, comme dans un Sud très atteint.

ENQUÊTEPar
ARTHUR SARRADIN
Correspondant à Beyrouth

«**O**n est près d'un grand feu. Et là, les gens sont en marche à cause du missile.» Avec la candeur naïve de ses 6 ans, Ali raconte au téléphone à son cousin du même âge ce qui vient de se passer sur le pas de la porte. *«Ils emmènent les gens à l'hôpital... J'espère qu'ils vont pouvoir les recoller.»* Quelques minutes plus tôt, l'un des drones israéliens qui survole quotidiennement le village d'Aïn Baal au Sud-Liban a fendu le ciel pour frapper une voiture, tuant un civil et un haut gradé du Hezbollah. Depuis huit mois, plus de 450 Libanais, dont 90 civils, sont morts sous le feu de Tsaah, selon l'AFP. *«J'ai l'impression que notre vie dépend du hasard»,* formule Siham,



la grand-mère d'Ali. Le petit, lui, s'inquiète de savoir si le missile n'a pas arraché les semis de fraises qu'ils venaient de planter ensemble dans le jardin. L'attaque a ravivé pour Siham le traumatisme des guerres passées et de l'occupation israélienne. Elle, qui soutient les mouvements laïques, a l'impression d'être coincée dans un entre-deux que lui impose le conflit. *«Je sais que dans l'idéal, l'armée devrait être aux commandes ici. Mais qui va nous protéger dans l'immédiat ? s'interroge-t-elle. Doit-on dire au Hezbollah de se retirer, d'abandonner le sud à Israël en attendant que l'État soit de nouveau sur pied ? Je ne soutiens pas le Hezbollah pour les affaires internes, mais ils sont la dernière ligne contre Israël.»* Alors qu'une nouvelle guerre plombe le pays, les vieilles formations confessionnelles naviguent sur la détresse des Libanais. Ces anciennes milices

reviennent alors à leurs fondamentaux : profiter du chaos pour étendre leur pouvoir.

IL N'Y AURA PAS D'ISSUE IDÉALE

Une heure à peine s'est écoulée depuis la frappe d'Aïn Baal que l'appareil de communication du Hezbollah est déjà en marche pour ériger le combattant tué en «martyr». Un communiqué officiel, des invitations aux funérailles publiques... *«On ne peut pas prétendre que des héros meurent au front sans s'assurer que les gens en soient informés»,* déclare sous couvert d'anonymat Youssef, chargé de produire des vidéos à la gloire des martyrs. Tirant un téléphone de sa poche, il fait défiler les messages d'une chaîne Telegram affiliée au Hezbollah. *«Ça, c'est une vidéo type réalisée après la mort d'un combattant. Avant leur toute première opération de terrain, chacun doit lire face caméra ses dernières volontés. On a des témoignages parfois quinze ans avant leur mort ! Le Hezbollah les archive en attendant le moment venu.»* Sur l'écran, un montage frénétique

exaltant les symboles du parti, des funérailles en liesse... D'après Youssef, des slogans scandés jusqu'aux tenues des porteurs funéraires : tout doit répondre à un cahier des charges millimétré garantissant que chaque «martyr» soit traité en égal. *«C'est une reconnaissance qui soude la communauté. Chacun peut y reconnaître un proche, un voisin. Voir qu'il n'y a pas de hiérarchie dans le sacrifice.»* Youssef accélère la vidéo. *«La fin ne doit jamais être triste. Il faut un crescendo d'une musique validée par le parti, sur des images de ripostes,*



Lors des funérailles, samedi, d'un

«Je sais que dans l'idéal, l'armée devrait être aux commandes ici. Mais qui va nous protéger dans l'immédiat ?»

Siham
habitante de Aïn Baal



homme, à Adloun, au Sud-Liban, après des heurts entre le Hezbollah et Israël. PHOTO HASSAN FNEICH, AFP

pour montrer que le combattant a été vengé. Sur la séquence qu'il commente, une frappe arrache la vie d'un soldat israélien. « Dans chaque brigade, un homme est chargé de filmer ces opérations, pour qu'Israël ne puisse pas nier les dégâts. On accroche même des caméras sur certains missiles pour récolter des images en direct », détaille-t-il en éteignant son téléphone. La vidéo est ensuite relayée en masse sur les réseaux sociaux. « On est aussi la plus grande armée numérique du Liban », jure-t-il.

Après des Libanais, le Hezbollah revient aux racines qui ont fait sa gloire : sa rhétorique de « résistance ». Moins populaire en temps de paix, elle écrase aujourd'hui celles de toutes les autres forces politiques du pays. Pour la nourrir, le parti-milice fait feu de tout bois : de la violence inouïe des civils tués à Gaza auxquels les populations du Sud-Liban s'identifient jusqu'aux menaces de l'extrême droite israélienne. Le Hezbollah réutilise sans hésiter les discours d'officiels promettant « d'occuper une grande partie du Sud-Liban » et

Suite page 4

La frontière de toutes les surenchères

Un soldat de Tsahal a été tué « au combat » mercredi à proximité du Liban. Une escalade aggravée par le Hezbollah et les déclarations de plusieurs dirigeants israéliens.

Combien de marches dans l'escalade ? Depuis le 7 octobre, et le massacre perpétré par le Hamas dans le sud d'Israël, la frontière avec le Liban, au nord, se dessine comme un deuxième front qui couve sans tout à fait s'embraser. Les échanges de tirs sont quotidiens, les étincelles régulières, au point que des tirs de roquettes et de drones ont déclenché de véritables incendies en début de semaine, sur plusieurs milliers d'hectares, attisés par de

fortes chaleurs. La guerre n'est pas officiellement déclarée, mais jeudi, c'est bien « au combat » que Tsahal annonce avoir perdu la veille un soldat dans le nord d'Israël : le sergent-chef Refael Kauders, 39 ans. L'un de ces nombreux réservistes déployés en octobre dans les villes frontalières en partie évacuées, où les chars ont remplacé les SUV.

Détonations. Au total, les échouffourées – tels qu'on les qualifie pudiquement comme pour nier l'évidence de ce qui se trame réellement – ont fait selon l'Agence France-Presse plus de 450 morts côté libanais, dont 90 civils, et 26 en Israël dont au moins onze civils. Les habitants qui n'ont pas fui de part et d'autre de la frontière vivent au rythme des détonations, des panaches de fumée et du

claquement des mitraillettes dans des accrochages sporadiques. Chaque bombardement en appelle un autre en réponse. L'attaque aux drones explosifs tirés depuis le Liban, mercredi matin, contre le village druze d'Hurfeish – qui a tué le sergent-chef Kauders et blessé neuf autres soldats selon le *Times of Israël* –, intervient après plusieurs frappes israéliennes ciblées, ces derniers jours, contre des combattants de milices islamistes actives à la frontière.

On parle d'une guerre larvée avec le Hezbollah libanais, parti milice proche de Téhéran et soutien infaillible du Hamas depuis huit mois. Comme s'il fallait attendre de voir éclore un conflit aux conséquences assurément dramatiques – en particulier pour un Liban sans président et dévasté par une crise

économique historique –, mais qui fait les choux gras des différents souffleurs de braises. Côté libanais, la situation renforce les milices en tout genre, et le Hezbollah en particulier, maître du Sud et de la frontière avec l'ennemi juré. Côté israélien, c'est l'extrême droite qui, comme à Gaza, ne cesse de rappeler que l'attaque est la meilleure des défenses. Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, les deux ministres de mauvais augure du gouvernement de Benjamin Nétanyahou, ont lourdement insisté cette semaine sur la nécessité d'envahir le Sud-Liban pour créer une zone tampon et sécuriser le nord d'Israël.

Le premier, en charge de la Sécurité nationale, appelait mercredi à brûler « tous les bastions du Hezbollah » sur son compte Telegram. Le second, aux manettes des Finances, envisageant même lundi de bombarder directement Beyrouth, « capitale du terrorisme » – que Tsahal a d'ailleurs déjà frappé, mardi 2 janvier, pour éliminer Saleh al-Aroui, numéro 2 du Hamas. Le plus inquiétant est que cette dialectique du pire fait mouche. Autrès des ultraorthodoxes notamment, plus puissants que jamais, avec lesquels les deux ministres ont défilé mercredi soir à Jérusalem dans une « marche des drapeaux » vengeresse et d'une rare violence. Mais aussi auprès du Premier ministre israélien qui sait sa propre survie politique menacée par une éventuelle résolution de la guerre. C'est en partie ce qui bloque les négociations de trêve à Gaza. Et c'est peut-être aussi ce qui l'a poussé, mercredi, à dire que son armée était prête à « une opération très intense au nord », rabâchant une fois encore l'impératif de « rétablir la sécurité ».

Ligne rouge. Comme les bombes qui tapent de part et d'autre à l'altère d'un métronome qui accélère, les déclarations politiques tournent à la surenchère. Le Hezbollah, par la voix de son secrétaire général adjoint, Naïm Qassem, dans une interview à *Al-Jazeera* en début de semaine, disait déjà « être prêt » pour « une guerre totale » avec Israël. Le journal libanais *Al-Akhbar*, réputé proche de la milice chiite, prédit dans ses colonnes, évoquant des sources diplomatiques occidentales, une offensive de l'Etat hébreu prévue pour la mi-juin. Présage invérifiable, maintes fois répété sans que la ligne rouge ne soit jamais franchie jusqu'ici. En 2006, la guerre avait éclaté après la mort de six soldats israéliens et le rapt de deux autres par un commando du Hezbollah. Combien de soldats Tel-Aviv acceptera-t-il de perdre cette fois-ci ? « Nous sommes toujours convaincus qu'Israël préfère une solution diplomatique », a pourtant assuré mercredi le porte-parole du département d'Etat américain, Matthew Miller, en assurant qu'une escalade « nuirait considérablement à la sécurité et à la stabilité d'Israël dans la région ».

BENJAMIN DELILLE

Suite de la page 3 que «ceux qui en paieront le prix seront avant tout les citoyens libanais [car] ce qui est fait à Gaza pourra être fait à Beyrouth». En recyclant le jusqu'au-boutisme des autres pour nourrir le sien, le Hezbollah jure mener un combat existentiel. Mois après mois, il paraît son hégémonie.

Au Sud-Liban, certains espaces échappent pourtant à l'influence totale du Hezbollah. A l'est de la frontière, Marjayoun est cernée par les colonnes de fumée noirâtre s'élevant au flanc des collines voisines et tremble à chaque bombardement alentour. «On est entre les positions du Hezbollah et les tirs israéliens», confie Georges, un restaurateur. Heureusement une seule maison a été détruite le mois dernier. Et Dieu merci, personne du voisinage n'est mort. Dans une ruelle qu'il désigne, un petit chemin de gravats serpente vers un amas de décombres. Selon Georges, l'édifice dont il ne reste plus un mur appartenait autrefois à Antoine Lahad. Dans les années 80 et 90, l'homme était à la tête de l'Armée du Liban Sud, une milice alliée d'Israël dont les exactions et les actes de torture ont marqué les mémoires libanaises. A la fin de l'occupation israélienne dans les années 2000, sa maison est récupérée par des milices chiites.

Ici pourtant, pas de Hezbollah aux commandes. Encore ensevelis sous les ruines, des centaines de documents marqués du sceau du mouvement Amal. Allié indéfectible du Hezbollah, le mouvement a historiquement endossé le rôle de «face politique présentable» pour le tandem chiite. Son chef, Nabih Berri, ancien seigneur de la guerre civile, est l'indéboulonnable président du Parlement libanais depuis trente ans. Dans les décombres de ce qui s'apparente à un bureau politique, aucune arme mais des restes de registres, d'affiches... Près d'une carcasse de voiture, on retrouve même des lasses à demi calcinées de

photocopies de messages relayés sur les réseaux sociaux hostiles au mouvement ou à son leader. Des informations soigneusement imprimées, agrafées, archivées.

Le mouvement Amal, qui contrôle plusieurs villages du Sud-Liban, ne cache pas son engagement dans le conflit. Dans les couloirs cossus d'Ain al-Tineh, le palais-forteresse qui abrite ses officiels à Beyrouth, il se murmure que la guerre ne fait que commencer. «Nous faisons tous les efforts pour les négociations, assure un cadre. Mais les règles étaient claires depuis dix-huit ans à la frontière: pas de cibles civiles. Si Israël souhaite franchir la ligne rouge, c'est tout le Liban qui entrera en guerre. Peu importe le prix.» Pour l'instant, la formation n'apporte qu'un soutien logistique au Hezbollah, mais assure avoir déjà perdu une vingtaine de «martyrs» dans le sud du pays. «Il n'y aura pas d'issue idéale à cette guerre, estime l'air grave ce même cadre. Il n'y aura qu'un mauvais scénario... ou le scénario du pire.»

«J'ESPÈRE TUER NÉTANYAHOU!»

Depuis octobre, un autre nom flotte dans l'angle mort de la guerre: celui des Forces de l'aube, la branche militaire de la Jamaa Islamiya, bras armé des Frères musulmans au Liban. Le parti-milice nourrit l'ambition de devenir le premier représentant de la communauté sunnite du pays, orpheline de grands leaders politiques. Depuis plusieurs mois, cette cellule dormante réveillée par la guerre connaît un pic d'adhésion inédit. Puisqu'elle est militairement active à la frontière, un large nombre de ses cadres sont la cible de l'armée israélienne, souvent aux côtés de membres du Hamas, son plus grand allié. Glorifiant ses nouveaux «martyrs», la mouvance islamiste souhaite elle aussi tirer son parti de la guerre. Un matin d'avril, les slogans de la Jamaa Islamiya emplissent les rues

de Tripoli. Il y a encore quatre ans dans cette ville sunnite du Nord-Liban, la place el-Nour vibrerait aux chants laïques de la révolution. Ce jour-là, elle est occupée par les partisans de la Jamaa venus honorer deux cadres tués la veille au Sud-Liban. «Non! Ne tire pas ici, tu feras ça plus tard», hurle un grand gaillard à un jeune cagoulé qui effleure la gâchette de son semi-automatique. Mohammad, hagard, est contraint de rejoindre l'un des bus

affrétés par le parti. Direction Bebbine, près de la frontière syrienne, où l'enterrement a lieu. Ce n'est qu'à l'entrebâillement de sa cagoule sur un regard vif, et sa voix vrillée par la mue, qu'on réalise que Mohammad est un ado ordinaire. 15 ans à peine. Il agrippe la crosse de son arme d'une main. «C'est un cadeau de mon frère, il est dans la Jamaa», lance-t-il l'air défiant.

Arrivé à destination, le bus est cerné par des milliers de sympathisants. Les étendards verts de la Jamaa islamiya se mêlent à ceux du Jihad islamique ou des brigades al-Qassam. Dans la foule, 200 individus armés, certains lance-roquettes à l'épaule, de toutes les nuances de groupuscules islamistes actifs dans la région donc, ou bien membres de gangs locaux. En Jeep noires ou attitrées en escouade sur le bord de la route, ils déferlent en parade anarchique, jouant à qui fera hurler le plus fort son arsenal. La Jamaa islamiya veut s'afficher en milice crédible. Canon à la verticale, Mohammad bombe le torse. «J'espère tuer Nétanyahou!» hurle-t-il. Ses amis arrosent avec lui le ciel d'une salve de tirs, projetant une pluie de débris sur la foule autour d'eux. Il gronde de nouveau: «Si Dieu le veut, les balles tomberont sur les Israéliens!» Les probabilités sont maigres, l'Etat hébreu est à 200 kilomètres d'ici. «Ils sont hors de contrôle», commente un habitant perché sur le porche du cimetière. Comme lui, beaucoup craignent que la situation dégénère. La Jamaa islamiya se retrouve débordée par ces gangs dont elle souhaite pourtant gagner l'allégeance, dans cette

«Si le Hezbollah n'a pas l'attitude la plus escalatoire, l'embrasement pourrait venir d'Israël, qui ne souhaite pas voir son ennemi revendiquer une victoire.»

Une source diplomatique occidentale

marge du Liban abandonnée par l'Etat.

Après cet épisode inédit – et l'indignation de nombreux Libanais –, l'armée mettra plusieurs jours à arrêter une poignée de participants. Pour le symbole. Avec la Jamaa islamiya, le Hamas ou le Jihad islamique au Liban, le Hezbollah vante «l'union de la résistance», en s'assurant toutefois qu'aucune opération militaire ne se passe sans son aval. A ses alliés dociles, il ne laisse que le droit de capitaliser sur la guerre. Si certaines formations confessionnelles espèrent prospérer sur la guerre, d'autres redoutent l'horizon du déclin. Au Mont-Liban, un épais brouillard enveloppe les reliefs de la région du Kesrouan. Les linéaments des villages chrétiens peignent à se dessiner, en silhouettes grises, à travers la vitre de la Jeep que conduit Charbel. Lui et ses



Un enfant touché lors d'une attaque de drones israélienne, le 24 mai à Nabatieh, dans le sud du Liban.



Jeudi lors des funérailles d'un soldat israélien tué à la frontière libanaise. RONEN ZVULJUN, REUTERS



PHOTO MAHMOUD ZAYYAT AFP

quatre amis habitent ces montagnes depuis leur enfance. Barbes taillées, tenues noires et kaki, deux d'entre eux portent en pendentif une croix biseautée: le symbole des Forces libanaises, parti né d'une des principales «milices de la guerre civile. *«Cette montagne, on la défendra quoi qu'il arrive, jure Charbel. Aujourd'hui, la montée du Hezbollah est une menace existentielle pour nous.»* Chez eux, la plupart ont gardé les armes de leurs parents: *«Comme il n'y a pas d'Etat, on doit être prêt à pouvoir se protéger nous-mêmes.»*

RASSURER LEUR BASE ET PROTÉGER LEURS BASTIONS

Dans un village voisin, Elias fait aussi partie des Forces libanaises. Il affiche sur son gilet tactique l'écusson d'un crâne ailé traversé d'une épée, symbole de la brigade d'élite Saddam, rattachée à l'organisation. L'homme reste prudent quand il évoque son engagement: *«Un des nôtres s'est fait arrêter récemment pour possession d'armes. Je pense que le Hezbollah utilise la loi de l'Etat pour nous affaiblir. Alors ce qu'on fait doit se passer sous les radars.»* Selon lui, les anciennes milices chrétiennes n'ont rien perdu de leur méthode. Il assure que lui et son groupe continuent de s'entraîner, si jamais une nouvelle guerre éclate. *«Officiellement, nos partis militent pour construire un Etat. Mais notre objectif, c'est aussi de pouvoir protéger nos territoires. Si quelqu'un essaie d'entrer, on doit savoir qui*

appeler, où se poster, et résister. On sait comment réagir vite.»

A quelques montagnes de là, dans le village de Bikfaya, se trouvent les quartiers généraux des Phalanges chrétiennes. Samy Gemayel est l'héritier de cette milice parmi les plus actives de la guerre civile. Devenus minoritaires, ses représentants tentent d'unir l'opposition chrétienne pour peser sur la scène politique. *«Il est clair que le Hezbollah fait partie du système iranien, on traite avec un parti qui est devenu une armée régionale»,* insiste celui dont le grand-père a fondé les Phalanges. Il se dit pourtant catégorique au sujet des groupes paramilitaires: *«Avoir une milice armée qui a ses intérêts et ses calculs, c'est inacceptable pour le Liban. Ça bloque l'émergence d'un vrai Etat libanais.»*

Le cousin de ce leader chrétien, Nadim Gemayel, a récemment multiplié les coups de com dans les médias. Ce député des Phalanges a accusé le ministre de la Défense d'empêcher le renouvellement des licences de port d'armes des hommes. Quelque 500 unités selon la chaîne de télévision Al Jazeera. *«Pour nous protéger, j'appelle tous les partisans à porter des armes, avec ou sans licence, pour voir ce que le ministre arrivera à supporter»,* défie Nadim Gemayel. Le message est clair. Si les partis chrétiens ne peuvent rivaliser avec l'arsenal du Hezbollah, vassal de l'Iran, il leur reste encore quelques moyens de masquer le déséquilibre des forces. Au Liban, à défaut de pouvoir influencer sur la guerre, ces formations chrétiennes tentent de rassurer leur base et assurer protéger leurs bastions. Leur stratégie est simple: gonfler les muscles, en ravivant ce qu'il reste de culture milicienne.

Et si la guerre s'arrête demain? Nul doute que le paysage politique libanais aurait déjà changé du tout au tout. Le Hezbollah revendiquerait auprès de ses plus fervents sympathisants une résistance victorieuse. Pour les autres, la consolation d'avoir échappé à la guerre totale. Ses alliés seraient renforcés. Ses opposants crieraient au déséquilibre des forces. Jusqu'à la prochaine fièvre. *«La situation peut s'inverser si Benjamin Nétanyahou tente d'occuper militairement le Sud-Liban pour créer une zone tampon, estime une source diplomatique occidentale. Si le Hezbollah n'a pas l'attitude la plus escalatoire, l'embrasement pourrait venir d'Israël, qui ne souhaite pas voir son ennemi revendiquer une victoire.»* Alors que les tensions sont au maximum, un été orageux se profile. Certains ministres israéliens parmi les plus radicaux multiplient les discours va-t-en-guerre et appellent à occuper de nouveau le Sud-Liban. En réalité, le pays rejoue le drame de son histoire: un Etat à l'agonie, otage de son système milicien et corrompu, et pris en étau par le radicalisme des dirigeants voisins. Et dans ce cercle des représailles, le sort des civils libanais importe peu, soumis à la surenchère des fanatismes. ■



A Nuseirat (centre de Gaza) après le bombardement d'une école de l'ONU par Tsahal, jeudi. E. BABA AFP

Guerre à Gaza: un nouvel appel international à la trêve

Dans une lettre, 17 pays ont exhorté jeudi le Hamas à accepter l'accord de cessez-le-feu à Gaza. Le mouvement islamiste pourrait se prononcer «dans les jours à venir».

Que faire lorsque les mots semblent ne plus avoir de poids ni de prise? Les marteler, encore et toujours, dans les alcôves des pièces servant aux négociations diplomatiques, mais aussi à la face du monde par voie de communiqué. C'est ce qu'ont choisi de faire jeudi, jour symbolique du Débarquement en 1944 qui allait signer le début de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Joe Biden, le président américain, et seize autres dirigeants – dont ceux de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, du Canada mais aussi de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et de la Thaïlande. Ils ont exhorté le mouvement islamiste Hamas à accepter le plan de cessez-le-feu avec Israël à Gaza. *«Il est temps que cette guerre se termine et cet accord est un point de départ nécessaire»,* a déclaré la Maison Blanche dans la déclaration conjointe, en référence à la proposition de trêve en trois phases présentée par Joe Biden le 31 mai. Quelques minutes plus tard, l'Egypte – qui mène les négociations avec les Etats-Unis et le Qatar – déclarait avoir reçu des «signaux positifs» du Hamas, selon un haut responsable cité par Al-Qahera News, média proche des services de renseignement égyptiens. L'organisation «va présenter sa réponse concernant la proposition de trêve dans les jours à venir», qu'elle «étudie sérieusement et positivement». Le texte est désormais entre les mains de Yahya Sinwar, le leader du Hamas à Gaza, terré dans les tunnels de l'enclave.

Ballet. Jeudi matin, le mouvement avait fait savoir, via une indiscrétion livrée au journal saoudien Asharq al-Awsar basé à Londres, qu'il voulait des garanties claires pour arrêter la guerre. Israël «utilise des textes vagues et ouverts à l'interprétation, veut une trêve temporaire, puis reprendra la guerre», fustigeait l'organisation, responsable de l'attaque terroriste du 7 Octobre, qui a tué plus de 1140 personnes et fait au moins 240 otages. Huit mois jour pour jour après le début de la guerre, ces prises de parole montrent que le fil des négociations pour obtenir un cessez-le-feu, aussi ténu soit-il, n'est pas rompu. Comme chaque semaine ou presque, le ballet des intermédiaires a repris mercredi à Doha. Le chef de la CIA, William J. Burns, y a tenu une réunion avec

le Premier ministre qatari, Mohammed ben Abderrahmane al-Thani, et le chef des renseignements égyptiens, Abbas Kamel. Ces deux derniers ont ensuite rencontré les dirigeants du Hamas, qui sont désormais «invités» à se déplacer au Caire «pour discuter de tous les détails liés à la situation actuelle». Sur le terrain, le mouvement a vu la moitié de ses forces anéanties, selon Reuters. Ses 9000 à 12000 hommes s'appuient sur des tactiques d'insurrection éclair pour contrecarrer Tsahal, qui lui permettrait de tenir pendant des mois.

Phases. Telle que dévoilée par Joe Biden, cette hypothétique trêve de six semaines serait accompagnée d'un retrait israélien des zones densément peuplées de Gaza, de la libération d'otages retenus dans la bande et de prisonniers palestiniens détenus par Israël. Dans le même temps, les négociations sur un cessez-le-feu permanent se poursuivraient et, en cas de succès, l'accord entrerait dans la phase 2, avec le retrait complet de l'armée israélienne de l'enclave – ce qui représenterait le principal point de blocage, Israël voulant combattre jusqu'à ce que les capacités gouvernementales et militaires du Hamas soient détruites. Au cours de la troisième phase, le Hamas restituerait les corps des otages décédés et une période de reconstruction de trois à cinq ans s'ouvrirait, soutenue par les Etats-Unis, les pays européens et les institutions internationales. *«Cette proposition a probablement été négociée avec les Israéliens, mais peut-être pas dans tous ses détails, avance Ziad Majed, directeur du programme des études du Moyen-Orient à l'Université américaine de Paris. Les ministres d'extrême droite Bezalel Smotrich et Itamar Ben-Gvir s'y opposent. Soit Nétanyahou ne les a pas informés soit il les utilise pour essayer d'obtenir des améliorations. Les autres membres du cabinet y sont, à mon avis, favorables. Qui va réussir à imposer sa décision, alors que la situation devient de plus en plus tendue à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, mais aussi au Liban? Tout cela peut peser sur les négociations si on utilise un front contre l'autre.»*

En attendant, l'Etat hébreu pilonne l'enclave. Dans la nuit de mercredi à jeudi, Tsahal a frappé une école de l'ONU «sans avertissement préalable», a fustigé son chef, Philippe Lazzarini, causant la mort d'au moins 37 civils. L'armée israélienne affirme que l'infrastructure abritait une base du Hamas. En huit mois, 36654 personnes sont mortes à Gaza, essentiellement des civils, selon les données du ministère de la Santé dirigé par le mouvement islamiste.

CAMILLE NEVEUX

Par
CLARA GRÉGOIRE
et MARLÈNE THOMAS
Infographie
ALICE CLAIR

Certains crieront à l'utopie, d'autres s'accrocheront à l'espoir fou d'une Europe mettant les droits des femmes au cœur de ses priorités. L'avocate Gisèle Halimi en était persuadée, l'Union européenne peut être une chance pour les femmes. Dès 1979 germe chez la militante féministe l'idée de compiler les législations les plus abouties dans tous les domaines de la vie des femmes, dans le but de les généraliser au reste de l'UE. Une première étude est publiée en 2008 par son association Choisir la cause des femmes, sous le nom de «clause de l'Européenne la plus favorisée». Un programme féministe réactualisé en 2023 dans le livre *Le Meilleur de l'Europe pour les femmes*, après «un tour de l'UE à la rencontre de militantes, syndicats, universitaires», note Violaine Lucas, présidente de l'association.

Cette initiative vise à s'appuyer sur les forces de chacun, dessinant au passage une géographie inattendue, révélatrice de profondes contradictions. Qui aurait dit que Malte propose la meilleure protection des personnes intersexes, quand son droit à l'IVG fait partie des plus restrictifs de l'UE? La «clause» se nourrit de ces nuances. De quoi imaginer une Europe où le délai pour avorter de dix-huit semaines de la Suède est généralisé à toutes, où la PMA est accessible aux hommes trans, à l'instar de l'Espagne, et où le viol est imprescriptible, comme à Chypre, «LFI, Les Écologistes, PS-Place publique, et le PCF dans une moindre mesure, s'expriment fréquemment sur notre "clause" et l'ont inscrit dans leur programme. Raphaël Glucksmann développe même une marche à suivre très structurée dès le lendemain de l'élection pour la mettre en œuvre», salue Violaine Lucas, en se réjouissant de voir des relais politiques de candidats ou partis émerger aussi en Espagne, Allemagne et Italie. «S'il y a une volonté politique, le droit est flexible, ce n'est pas une utopie», assure la présidente. De l'Espagne à Chypre, focus sur huit pays et législations formant cette cartographie de l'Europe idéale pour les femmes, alors que le scrutin a débuté depuis jeudi dans certains pays.

EN ESPAGNE UN MODÈLE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES

S'il fallait désigner un champion européen en matière de droits des femmes, l'Espagne en sortirait sans nul doute vainqueur. Nos voisins transpirent ne cessent d'asseoir leur rôle de modèle, particulièrement en matière de lutte contre les violences. «Il est contre-intuitif de se dire que le pays où on a créé le mot *machisme* est le pays le plus en avance. Cela s'explique d'abord par une très forte réaction au franquisme, qui a cristallisé beaucoup de retard pour les femmes et par l'émer-

Droits des femmes L'heure du meilleur de l'Europe ?

L'association créée par Gisèle Halimi «Choisir la cause des femmes» a mis en regard les législations européennes les plus progressistes pour dessiner une cartographie idéale. A l'occasion des européennes, «Libé» a sélectionné des mesures inspirantes mises en place dans huit Etats membres.

Les lois les plus favorables au droit des femmes en Union européenne

Sources : Choisir la cause des femmes

Thématiques

- Famille
- Droits sexuels et reproductifs
- Lutte contre les violences
- Indépendance économique
- Politique



gence d'un féminisme populaire très fort», souligne Violaine Lucas. La loi-cadre contre les violences conjugales, votée en Espagne en 2004, est aujourd'hui considérée comme l'une des plus protectrices au monde. Elle a été complétée en 2017 par un «pacte d'Etat» contenant 290 mesures transversales, abondé d'un budget conséquent de 200 millions d'euros par an. Création de tribunaux spécialisés, formation des professionnels en contact avec les victimes, recension de tous les cas de violences conjugales avec évaluation régulière du danger... L'addition de ces mesures a permis de faire chuter le nombre de féminicides de 71 en 2003 à 49 en 2022. Le bon élève espagnol a également fait un pas décisif en 2022 avec l'adoption d'une loi-cadre permettant, là encore, une approche globale de la lutte contre les violences sexuelles. Si la mesure phare est la nouvelle définition du viol s'appuyant sur une expression positive du consentement, la loi prévoit aussi la création de centres de crise spécialisés ou encore une aide financière et juridique pour les victimes.

EN FINLANDE UNE DÉFINITION DU VIOL BASÉE SUR LE CONSENTEMENT

Tout comme l'Espagne, la Finlande fait partie de ces pays ayant adopté une approche positive du consentement. Cette nouvelle définition des violences sexuelles, entrée en vigueur en 2023, répond à un paradoxe. Si ce pays d'Europe du Nord est souvent présenté comme un eldorado de l'égalité (classé deuxième par le Forum économique mondial), la prévalence des violences y est très forte. «En 2019, le rapport du Grévio [organe d'experts indépendants chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, ndr] saluait le développement des services aux victimes, mais demandait que soient réexaminées les infractions pénales afin de les définir et sanctionner correctement. Dès 2022, la Finlande a entrepris de modifier sa loi», remarque Violaine Lucas.

Au contraire de l'Allemagne ou du Portugal où le consentement implique pour les victimes d'avoir dit «non», la Finlande reconnaît une expression positive du consentement pouvant se manifester par des mots comme des actions. «Il y a aussi toute une série de situations dans lesquelles le consentement n'est pas possible, en cas de violences ou d'abus d'autorité», complète l'avocate Maria Cornaz Bassoli, secrétaire nationale de Choisir. Toute relation sexuelle d'un adulte avec un mineur de moins de 16 ans est notamment constitutive d'un viol. Dans une volte-face inattendue, Emmanuel Macron s'est dit favorable à l'introduction de la notion de consentement dans la définition pénale du viol en France le 8 mars, après s'y être fermement opposé, aux côtés d'autres pays, dans le cadre de la directive européenne de lutte contre les violences faites aux femmes.



La manifestation du 25 novembre contre les violences faites aux femmes à Madrid. PHOTO EUROPA PRESS, ABAKA

À CHYPRE

DES VIOLS IMPRESCRIBIBLES

Amnésie traumatique, sentiment de honte, crainte de ne pas être crues, de subir des représailles... Les victimes de violences sexuelles, parfois murées dans le silence, se confrontent à des délais de prescription que l'avocate Maria Cornaz Bassoli qualifie d'«arbitraires». Actuellement, les délais de prescription varient du tout au tout au sein des Vingt-Sept : en Italie une victime doit porter plainte dans les douze mois, en Belgique la prescription court jusqu'à dix ans, et en France jusqu'à vingt ans. Chypre fait figure d'exception en prévoyant une imprescriptibilité des viols, au même titre que les autres crimes. «La culture méditerranéenne dans laquelle nous vivons est très patriarcale, ce qui rend très difficile pour les femmes de se dire victimes de viol. Elles sont souvent blâmées. Nous avons même un dicton qui dit "si le viol est inévitable, profitez-en"», dénonce la féministe chypriote Derya Beyatli, directrice de l'Human Rights Platform. Si la possibilité de lever la prescription en cas de violences sexuelles (ne serait-ce que pour les mineurs) crée de vifs débats en France («droit

à l'oubli», dépérissement des preuves, crainte pour l'efficacité de la justice...), Choisir soutient la législation chypriote, rejoignant ainsi l'avis de la rapporteuse de l'ONU sur les violences faites aux femmes, Dubravka Simonovic. Derya Beyatli insiste : «Les victimes de viols et d'agressions devraient bénéficier de tout le temps et de toute l'assistance nécessaires pour guérir d'un tel traumatisme et faire face à la société entière qui les montrera du doigt en leur demandant ce qu'elles ont fait pour mériter cela ! Le viol est un crime grave et doit être traité comme tel, même des décennies plus tard si nécessaire.» Avec 6,5 des affaires concernant des viols ou agressions sexuelles portées devant les tribunaux en 2022, «on est loin de l'effondrement du système [judiciaire]», ajoute-t-elle.

EN ALLEMAGNE

LA LUTTE CONTRE LE MYTHE DE L'INCESTE CONSENTI

«Il y a bien crime, il y a bien quelque chose qui est tué. A tout âge», affirme en avril 2021 Christine Angot, dans une interview accordée à Libération. Avant de rappeler qu'en France – et comme dans de nombreux pays européens – l'inceste

Les délais de prescription varient du tout au tout : en Belgique elle court jusqu'à dix ans, et en France jusqu'à vingt ans. Chypre fait figure d'exception.

entre adultes n'est pas sanctionné pénalement. Ce qui incite Choisir à se tourner vers l'Allemagne qui, comme le Danemark, pénalise non seulement l'inceste commis sur un enfant, mais aussi sur un adulte (avec un descendant, un ascendant, ou entre frères et sœurs). «On a mis en avant ces lois pour aller à l'encontre de cette espèce de mythe d'un inceste consenti entre adultes. Pour nous, c'est la suite d'une relation de domination, qui commence bien souvent avant», justifie Maria Cornaz Bassoli. Outre-Rhin, cette législation, qui date de 1871, a par-

fois fait débat. «Pendant longtemps, la voix des victimes n'était pas entendue», estime Ulrike Dierkes. Si la présidente de l'association Melina, qui vient en aide aux victimes d'inceste, prône une meilleure protection et un meilleur soutien des victimes après de «tels traumatismes», elle insiste : «la pénalisation de l'inceste est une mesure de protection importante» qui permet de donner «aux victimes d'inceste la certitude juridique qu'elles ne resteront pas à la merci de la violence au sein de la famille». En Europe, seules de rares voix – à l'image de l'ancien secrétaire d'Etat à la Protection de l'enfance Adrien Taquet – s'élèvent pour demander la pénalisation de l'inceste commis contre un adulte. De leur côté, la Suisse, les Pays-Bas ou encore le Danemark ont fait ces dernières années le choix de l'imprescriptibilité sur les crimes sexuels commis sur mineurs.

EN SUÈDE UN CONGÉ PARENTAL ÉGALITAIRE

Ce n'est plus un secret : les pays nordiques figurent parmi les précurseurs en matière de politique familiale. En 1974, la Suède faisait déjà

parler d'elle en devenant le premier pays au monde à remplacer le congé maternité par un congé parental. Cinquante ans plus tard, le royaume continue de se distinguer, avec un congé parental de 480 jours à répartir entre les deux parents et indemnisé à hauteur de près de 80% du salaire. Une rémunération bonifiée si la répartition entre les deux parents est paritaire. Résultat : dans le pays scandinave, 45,3% des bénéficiaires du congé parental sont des hommes. «Les mentalités ont changé, observe Sol Juárez, maîtresse de conférences à l'université de Stockholm et spécialiste du congé parental. En Suède, les employés et employeurs comprennent généralement que le congé parental est un droit, et ne le remettent pas en cause.» Au-delà de l'implication des hommes, le modèle suédois rend aussi «beaucoup plus facile pour les femmes le fait de se maintenir sur le marché du travail», souligne Sol Juárez. En France, les concertations pour le nouveau «congé de naissance» voulu par Emmanuel Macron – six mois répartis entre les deux parents (contre trois ans maximum actuellement) et rémunérés à hauteur de 50% du salaire – ont commencé mi-mai. **Suite page 8**

Suite de la page 7 En 2019, au moment de l'adoption d'une directive européenne sur le congé parental, le président français s'était déjà opposé à la transposition de l'ambitieux modèle suédois, évoquant l'impossibilité de le financer.

AU DANEMARK LE DROIT À UNE PLACE DE CRÈCHE DÈS 6 MOIS

Pour assurer le retour au travail après un congé parental, encore faut-il pouvoir faire garder son enfant. En France, le manque de solutions de garde reste l'un des principaux obstacles au retour à l'emploi des mères. Face à cette réalité, Choisir se tourne (une nouvelle fois) vers le Nord, et plus particulièrement le Danemark. Là-bas, tous les enfants ont droit à une place en centre d'accueil dès l'âge de 6 mois. Et surtout, fait rare en Europe, ces structures de garde sont financièrement accessibles, jusqu'à être gratuites pour les plus familles les plus défavorisées. «Le modèle est vraiment conçu de manière à ce que personne ne soit confronté à un obstacle économique», insiste Caroline de la Porte, professeure à la Business School de Copenhague et autrice de nombreuses études sur la politique d'accueil des enfants. Une politique portant ses fruits : en 2022, deux tiers des enfants de moins de 3 ans occupaient une place d'accueil à temps plein au Danemark (contre moins de 23% dans l'Union européenne).

Pour les femmes, «c'est significatif, car dans les pays où les mères s'absentent par exemple trois ans pour garder leur enfant, on observe qu'elles ne reviennent pas toujours sur le marché du travail», complète Caroline de la Porte. Face à ce risque, le Danemark a décidé d'aller encore plus loin, en faisant coïncider le droit d'accéder à une structure d'accueil avec la durée du congé parental. «Ainsi, il n'y a presque pas d'écart entre le moment où on laisse son enfant pour repartir au travail et le moment où on peut avoir une place en crèche», salue Violaine Lucas. La présidente de Choisir insiste : c'est grâce à cette articulation «qu'on peut obtenir une vraie place des femmes sur le marché du travail».

EN LITUANIE UN RÉGIME MATRIMONIAL CONTRE LES INÉGALITÉS PATRIMONIALES

Charge domestique et parentale supportée par les femmes, inégalités salariales, temps partiels subis... Les études sont formelles, le couple enrichit les hommes et appauvrit les femmes. Avec moins de mariages et plus de séparations de biens, ces inégalités se creusent encore davantage au moment de la séparation où chacun repart, dans ces cas-là, avec ses billes. Le régime matrimonial de communauté réduite aux acquêts lituanien, très proche de celui de la France, instaure quelques garde-fous à l'accroissement de ces inégalités patrimoniales. «La législation nous permet de sauvegarder nos biens

Au Danemark, les structures de garde d'enfants sont financièrement accessibles, jusqu'à être gratuites pour les plus familles les plus défavorisées.

personnels acquis avant le mariage, mais aussi des revenus acquis durant le mariage, des biens liés à nos activités personnelles, des droits intellectuels, industriels», explique Jolita Miliuvienė, médiatrice par intérim de l'égalité des chances en Lituanie, nommée par le Parlement. «La femme mariée ne perd pas ce qu'elle crée elle-même, et les biens acquis après la conclusion du mariage, notamment immobiliers, sont communs.»

Si les contrats de mariage se développent, ce régime prévu par le nouveau code civil de 2000 s'applique majoritairement. Jolita Miliuvienė déplore en revanche l'absence d'«unions civiles permettant de protéger les couples non mariés». «On manque toujours d'une volonté politique, puisque ce pacte régit aussi les relations des couples de même sexe, ce qui est toujours un obstacle en Lituanie.» Cette étude de Choisir pourrait être, selon elle, former «un appui important pour améliorer [leur] législation».

EN FRANCE UN ACCÈS FACILITÉ À LA CONTRACEPTION

Plusieurs acquis français apparaissent comme des exemples à suivre, selon Choisir. A commencer par notre accès à la contraception. «Il y a eu pas mal d'avancées suite à la mobilisation des féministes, comme le remboursement de contraceptifs, leur accès aux mineurs. Il y a aussi eu des progrès, notamment sur la contraception d'urgence, accessible gratuitement et sans prescription depuis 2023», reconnaît Sarah Durocher, présidente du Planning familial. Un certain nombre de contraceptifs sont aussi gratuits pour les moins de 26 ans, tout comme la première consultation de santé sexuelle, ainsi que les examens nécessaires à la délivrance d'une contraception une fois par an.

Malgré une «bonne base législative» méritant d'être généralisée chez nos voisins européens, la formation des professionnels de santé pourrait, selon le Planning, être renforcée pour sortir du «modèle du tout pilule pour les mineurs, du stérilet après le premier enfant». Sarah Durocher ajoute : «Une campagne nationale serait utile pour contrer la désinformation et tenir compte des avancées sur la contraception masculine. La dernière date de dix ans.» L'articulation avec l'éducation à la sexualité, très partiellement mise en œuvre, doit aussi être prioritaire, pour permettre «un réel accès et un réel choix de contraception», regrette Sarah Durocher. Une marge de progression majeure sur laquelle les législations d'Estonie, de Finlande et de Belgique peuvent, à leur tour, servir d'inspiration. ◀



Le droit à l'avortement, un «filet de sécurité» au cœur des élections

Porté par huit pays, un texte veut rendre l'ITVG accessible dans toute l'UE grâce à un mécanisme financier. Une mobilisation contre les conservateurs du continent, où plus de 20 millions de femmes ne peuvent pas interrompre leur grossesse.

Les militantes féministes l'espéraient : l'inscription de l'ITVG dans la Constitution française début mars pourrait servir de tremplin pour arracher d'autres victoires, à une plus grande échelle. S'engouffrant dans cette brèche, un front féministe européen s'est constitué sous la bannière «My Voice, My Choice» («Ma voix, mon choix»). Grâce à l'impulsion de l'Institut du 8 mars en Slovaquie, des activistes de huit pays (Slovaquie, Espagne, Finlande, Cro-

atie, Pologne, Autriche, Irlande, France) ont lancé une Initiative citoyenne européenne (ICE) dans l'espoir de «rendre l'avortement sûr et accessible» dans toute l'Union. Le mécanisme de soutien financier proposé via ce texte impliquerait que l'UE «rembourse intégralement aux États membres les frais engagés pour réaliser, sur leur territoire, un avortement pour une femme qui n'aurait pas eu accès» dans son pays, a exposé l'avocate Damia Taharraoui qui l'a rédigé, lors du lancement de la pétition le 24 avril.

SOLIDARITÉ EUROPÉENNE

Un million de soutiens, dont 300 000 en France, doivent être réunis en un an pour inscrire ce texte à l'agenda de la Commission européenne. Avec un objectif fixé encore plus ambitieux : récolter le maximum de signatures au moment des élections européennes. «On veut peser sur ce scrutin,

imposer les droits des femmes, le féminisme comme un objet politique», a appuyé Alice Coffin, coordinatrice de la campagne française. Convoquant l'exemple de la Pologne où la mobilisation pour le droit à l'ITVG a été à la racine d'un mouvement plus large de contestation contre un gouvernement réactionnaire, cette campagne est l'occasion de mobiliser contre les forces conservatrices gagnant du terrain en Europe. Paraphes griffonnées dans le cortège du 1^{er} mai, tractage aux abords des concerts de Taylor Swift, stream sur Twitch et même contre-meeting féministe dans le bastion d'extrême droite d'Hénin-Beaumont... Depuis le 24 avril, plus de 67 600 soutiens ont déjà été récoltés en France, plus que le seuil légal de 55 000, et 473 000 dans l'UE. Si le chemin reste à parcourir, «c'est la collecte de signatures la plus rapide de l'histoire de l'ICE», a salué My Voice, My Choice mercredi.

Un signe de l'attente. «Plus de 20 millions de femmes n'ont actuellement pas accès à l'avortement dans l'UE pour différentes raisons. En Pologne, il faut justifier d'un danger de mort imminente. En Croatie et en Autriche, les coûts sont très prohibitifs, créant une inégalité d'accès. Dans certaines régions d'Italie du Sud, la clause de conscience des médecins est activée à 95%. En Espagne, la compétence est diluée et, dans les régions où Vox gouverne, y avoir recours est compliqué», déroule Mathilde Viot, présidente de l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique, partenaire de cette ICE. S'inscrivant dans la «compétence d'appui» de la Commission en matière de santé et prévention, soit des domaines dans lesquels l'institution peut soutenir les actions des États membres, cette initiative citoyenne vise à créer un «filet de sécurité pour les femmes», résume Damia Taharraoui. Ce mécanisme



optionnel» pour les Etats membres «n'interférerait pas avec la souveraineté nationale» et serait «incitatif puisque les pays l'acceptant recevront de l'argent pour leur système de santé». L'avocate illustre : «Une Polonaise pourrait ainsi accéder à l'ITVG en France, tandis qu'une Française (ayant dépassé les quatorze semaines légales, ndr) pourrait y avoir recours selon les dispositions législatives en vigueur aux Pays-Bas (vingt-deux semaines).» Leurs frais de santé seraient pris en charge. Une manière de tirer parti de la solidarité européenne, à défaut de pouvoir appliquer pour toutes ses ressortissantes la législation la plus aboutie, comme le propose l'association. Choisir la cause des femmes qui distingue la Suède pour son accès à l'ITVG sur simple demande jusqu'à dix-huit semaines (lire ci-contre).

UNE BATAILLE SUR PLUSIEURS FRONTS

Alors que des militants anti-ITVG infiltraient désormais les cliniques italiennes, que la Hongrie oblige à écouter le rythme cardiaque du fœtus et que l'Allemagne n'a toujours pas légalisé l'ITVG malgré une impunité pour les médecins dans les douze premières semaines, la bataille pour un accès sécurisé et

légal à l'avortement pour toutes se joue sur plusieurs fronts. Le 8 mars, Emmanuel Macron avait exprimé son souhait de voir cette garantie de l'ITVG inscrite «dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne», exhumant ainsi une promesse faite début 2022. Cette demande de longue date des féministes, relayée par la gauche, s'est vue appuyée par le vote d'une résolution au Parlement européen le 11 avril. Un scrutin symbolique, cette résolution n'étant pas contraignante. Le soutien des Vingt-Sept serait nécessaire pour faire aboutir cette inscription. Ce à quoi la Hongrie ou Malte, où avorter n'est possible qu'en cas de risque grave pour la vie ou la santé, risquent de mettre un veto.

MARLÈNE THOMAS



«Les droits des femmes et des LGBT sont toujours perdants avec l'extrême droite» Lucie Daniel, de l'ONG féministe Equipop, alerte sur les attaques répétées des mouvements conservateurs européens.

Marche contre l'ITVG à Cracovie, le 25 juin.
PHOTO BEATA ZAWRZEL
NURPHOTO.AFF

CLIMAT Libé TOUR

22 JUIN 2024

LYON - H7



GABRIEL NICOLAS KIDO

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

DES DEBATS ENTRE INTELLECTUELS POLITIQUES ET JEUNES LEADERS MILITANTS • PROJECTION DU DERNIER FILM DOCUMENTAIRE DE CAMILLE ETIENNE ET SOLAL MOISAN • VILLAGE DES FRESQUES POUR SENSIBILISER SUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE • SHOW UNIQUE DE WAACKING • ATELIER POUR LUTTER CONTRE L'ECO-ANXIETE • DJ SET DE MOLECULE

INSCRIPTION GRATUITE



Recueilli par
LILIAN ALEMAGNA
et **SACHA NELKEN**

A lerte rouge pour Marie Toussaint. Dans plusieurs enquêtes d'opinion, la liste des écologistes qu'elle mène dans cette élection européenne ne navigue pas très loin de la barre des 5 % des intentions de vote. Dimanche, si elle venait à tomber en dessous, les écologistes français disparaîtraient du Parlement de Strasbourg. Ce serait une première depuis... quarante ans. Sous la bannière d'Europe Écologie-Verts, ils avaient pourtant obtenu plus de 13 % des voix en 2019. Le «risque» est «bien présent dans [son] esprit», affirme la candidate à *Libération*. La juriste de formation tente de convaincre qu'au vu de l'avancement du dérèglement climatique, seuls les écologistes peuvent porter des mesures pour agir efficacement. Selon elle, le vote écologiste «est finalement le seul vote utile de cette élection». Les écologistes ont souvent présenté un collectif sur leurs affiches électorales aux européennes. Pourquoi êtes-vous seule cette année ? C'était déjà le cas en 2019. Mais durant toute cette campagne, nous avons mis en avant notre collectif, la richesse et la diversité de notre liste qui rassemble toutes les

voix de l'écologie. Nous avons sur notre liste Priscilla Ludosky, une des initiatrices du mouvement des gilets jaunes; Amina Kessaci, des quartiers Nord de Marseille; Benoît Biteau, un agriculteur... Nous montrons que l'écologie n'est pas réservée à une élite.

Vous attendiez-vous à une campagne si compliquée ? Oui, malheureusement. L'écologie est devenue l'ennemi public numéro 1. Depuis un an et demi, j'ai vu se sceller au Parlement européen une alliance des

INTERVIEW

droites et de l'extrême droite pour s'opposer à l'écologie. Le Rassemblement national plaide pour l'abrogation du Pacte vert. Nous les avons vus faire reculer, petit à petit, de plus en plus de textes. Il y a eu cet appel à un moratoire de la part du Parti populaire européen (droite) «pour mettre fin à l'excès des normes» auquel les macronistes ont cédé. Emmanuel Macron et ses alliés ont porté l'idée d'une pause réglementaire environnementale. Et ils ont adopté une rhétorique anti-écologie. Dans cette campagne, nous avons entendu Gabriel Attal parler d'«écologie de la brutalité». Vu la politique sociale qu'il mène, c'est l'hypothèse qui se moque de la charité...

Il n'y a pas qu'en France que l'écologie est en diffi-

culté. Craignez-vous de finir sous les 5 % ?

C'est un risque bien présent dans mon esprit. Et c'est la raison pour laquelle j'appellerai, jusqu'au bout, les personnes qui pensent que l'écologie est indispensable à se mobiliser. S'il n'y a pas un groupe écolo fort au Parlement européen, la transition écologique est condamnée. Nous sommes les seuls à garantir que l'Europe pourra continuer à agir pour le climat, la biodiversité et la

santé. Le vote utile pour l'écologie, c'est nous.

Avec du recul, vous auriez fait campagne différemment ?

L'heure du bilan n'est pas venue. On en parle la semaine prochaine ?

Vous parlez de «vote utile». Quelles mesures portez-vous et que vos concurrents à gauche ne portent pas ?

Je pourrais en citer beaucoup. Mais la principale différence, c'est que notre approche est systémique. Nous appréhendons l'écologie comme un sujet global où l'état du vivant détermine aussi les conditions d'existence des humains. Dans cette campagne, il a peu été question de biodiversité, alors même que nous avons perdu 80 % des insectes en Europe, 60 % des oiseaux des champs. Nos puits de car-

bone s'effondrent, les forêts, les fleuves, les rivières, les sols sont en danger. Or, tout est lié : de plus en plus d'études montrent que la question de la santé humaine est très liée à la façon dont nous prenons soin de la biodiversité. Nous sommes les seuls à avoir parlé de la question de la santé dans cette élection. Au lieu de faire du PIB la mesure de l'état de nos sociétés, c'est la pleine santé qui devrait être un objectif de nos politiques. C'est un sujet primordial qui regroupe à la fois notre capacité à avoir accès aux médicaments (j'ai proposé un service public européen du médicament) mais aussi la santé environnementale et la prévention. Quand Emmanuel Macron et la majorité européenne abandonnent la réduction des pesticides ou les législations relatives aux produits chimiques et toxiques, ils sont dans le déni. Ils font peu de cas de la santé environnementale et se rendent complices de l'explosion des maladies diverses, du diabète, de l'obésité, des allergies, des maladies chroniques ou infectieuses, des cancers, causés par la prolifération de la pollution.

Quelles seraient les conséquences sur l'environnement d'une forte percée de l'extrême droite ?

Une grande régression climatique et environnementale.

Ce qui se joue, ce n'est pas seulement un coup d'arrêt. C'est le recul, le détroitement de ce qui a été patiemment construit. L'enjeu, c'est le pacte brun contre le pacte vert. Voilà pourquoi il faut envoyer le plus de députés écologistes possibles au Parlement européen.

Vous ne faites donc pas confiance aux sociaux-démocrates pour défendre l'écologie ?

Les sociaux-démocrates européens ont déjà du mal à être socialistes. Alors imaginer qu'ils soient devenus suffisamment écologistes est un pari risqué. Si l'on regarde ces cinq dernières années, ils ont voté pour la politique agricole commune, pour certains accords de libre-échange, pour les mégacamions, l'austérité... Quand les mesures écologiques ne remettent pas en cause le modèle économique dominant, nous sommes parfois suivis. Mais dès qu'on veut transformer le modèle économique, là, le plus souvent, on se retrouve seuls à défendre l'écologie.

L'un des problèmes des écologistes n'est-il pas que les gens ont l'impression que l'Europe les «emmerde» avec l'écologie dans leur vie quotidienne ? On l'entend avec les agriculteurs mais prenez aussi, par exemple, les nouveaux bouchons des bouteilles en plastique...

Ça vous emmerde ces nouveaux bouchons ?

Pas moi ! Mais j'ai déjà entendu des personnes se plaindre de l'Europe et de l'écologie sur ce sujet...

Nous ne sommes pas là pour emmerder le monde mais pour le sauver. Nous avons arraché le Pacte vert grâce aux votes du plus grand groupe écologiste élu en 2019 et grâce à la pression citoyenne. Mais ce Pacte vert, il lui manque deux jambes. La première, celle du financement, et la seconde correspondant à l'accompagnement social. Et sans jambes, c'est très difficile d'avancer... Aujourd'hui, l'Union européenne ne mène pas des politiques qui visent à réduire les inégalités ou à mettre fin à la pauvreté. On a une gestion à la petite semaine qui injecte quelques millions par-ci par-là sans s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté. J'ai donc proposé un droit de veto social qui s'oppose à toute mesure pénalisante pour les 10 % d'Européens les plus précaires. C'est un principe de précaution social qui changerait la logique européenne. Et sur le Pacte vert en lui-même, il faut un deuxième acte, qui dégage enfin les moyens de financer cette transition.

L'écologiste Marie Toussaint

Marie Toussaint

«Les écologistes ne sont pas là pour emmerder le monde mais pour sauver la planète»

La tête de liste des écologistes pour les élections européennes de dimanche insiste sur «l'approche systémique» de sa famille politique, menacée de disparaître du Parlement de Strasbourg. Elle se dit «chagrinée» par la «guerre des gauches» qui anime la fin de campagne entre insoumis et socialistes.

J'alerte sur ce point : avec le pacte d'austérité, ce n'est pas possible. Et l'ISF climatique ne suffira pas.

Comment financer alors cette transition ?

Rien que pour la décarbonation, nous estimons avoir besoin d'au moins 260 milliards d'euros par an à l'échelle du continent. Nous proposons trois choses.



lors de l'Université Libé des européennes, à Paris le 2 mai. PHOTO DENIS ALLARD

Premièrement, de rediriger tous les fonds investis aujourd'hui dans l'économie destructrice – notamment les énergies fossiles – vers le renouvelable ou la rénovation, en résumé les activités qui réparent. Cela représente 300 milliards par an. Deuxièmement, il faut revoir en profondeur le pacte d'austérité pour qu'il per-

mette les investissements d'avenir. Troisièmement, mettons en place une fiscalité reposant sur les grandes pollutions (le kérosène par exemple). Nous ajoutons à cela un ISF climatique qui ne touchera pas les Français qui prennent leur Twingo pour aller au travail, mais les 0,5 des Européens les plus riches, et une taxe sur

les superprofits. C'est ambitieux parce que les besoins sont conséquents. Mais ce n'est rien au regard du coût de l'inaction.

Justement sur cette question du financement de la transition, ne trouvez-vous pas que la gauche n'a jamais été aussi proche dans ses propositions ?

Peut-être... Les choses progressent. Mais, ce sont les écologistes qui donnent le «la». Les autres ne bougent que grâce à nous. Après, il reste des divergences d'approches de la question européenne entre les gauches.

Lesquelles ?

Notamment sur la question du plus ou moins d'Europe ou sur la stratégie à mener au sein de l'UE. Dès 2009, nous avons été les premiers à surmonter les clivages entre le «oui» et le «non» pour dire «on veut plus d'Europe, mais une Europe qui soit résolument autre».

Et c'est quoi cette «autre Europe» que vous défendez ?

Pendant longtemps, l'Europe a été le tout-marché. Là, nous avons attaché ce Pacte vert qui a été, quelque part, le premier programme politique de l'Union mais dont nous avons vu les faiblesses. Nous avons besoin de réorienter en profondeur l'Europe. Nous proposons un Etat providence écologique européen qui se soucie de la protection de la population en intégrant le droit à un environnement sain. Chacun doit pouvoir vivre avec dignité. Il faut réencasterner notre économie dans les limites planétaires et assurer le respect des droits humains et sociaux fondamentaux.

Il a été beaucoup question de souveraineté dans la campagne. Les écologistes sont-ils toujours fédéralistes ?

Oui. Mais pourquoi opposer cela à la souveraineté ? Nous considérons que la France sera d'autant plus souveraine que l'Europe sera forte. D'autant plus que, pour agir sur le climat, la biodiversité, les pollutions, cela se passe au plus haut niveau possible. Si nous voulons récupérer notre capacité à produire des médicaments, il faut agir en Européen. C'est la même chose pour les panneaux solaires, les éoliennes, les voitures électriques, l'alimentation... Plus nous aurons une Europe en capacité de produire ce dont le continent a besoin, tout en protégeant à la fois sa population et la planète, plus la France sera elle-même en capacité de le faire. Je vois bien qu'aujourd'hui, face à la montée de l'extrême droite, les fédéralistes baissent la tête. Je souhaite qu'ils la relèvent.

Vous êtes favorable à un élargissement de l'Union à l'Ukraine. Comment faire en sorte que cela n'aboutisse pas à une mise en concurrence des travailleurs européens ?

L'Europe est un projet politique. Les peuples qui veulent y participer doivent pouvoir le faire. Mais il ne doit pas y avoir d'élargissement sans approfondissement. Les deux doivent être concomitants. Sinon, l'Europe n'arrivera pas à surmonter les défis qui sont les siens aujourd'hui. Je dis oui à l'Ukraine, mais battons-nous dans le même temps pour l'approfondissement de l'Europe sociale. Écoutons, par exemple, les propositions de la Confédération européenne des syndicats. L'Europe doit continuer d'avancer, sans diluer sa volonté politique : l'horizon ne peut pas être un grand marché dérégulé. Nous avons besoin de changer de fonctionnement, pour aboutir à un grand saut fédéral.

Et comment se manifesterait-il ?

Notre idée centrale en la matière est de rendre le pouvoir aux citoyennes et aux citoyens en mettant en place une assemblée constituante élue, chargée de rédiger des textes ensuite soumis aux Européens. Nous défendons aussi un référendum d'initiative citoyenne européen. Par ailleurs, il faut aussi mettre fin à la règle de l'unanimité, en particulier en matière fiscale. Des Etats comme le Luxembourg empêchent toujours l'Europe de mettre en place une politique fiscale et donc une politique sociale et de financement de la transition écologique.

Quand on voit l'écart dans les sondages avec l'extrême droite, une liste unique à gauche n'aurait-elle pas été plus stratégique ?

Je l'ai déjà dit : je n'étais pas la plus opposée à une liste unique. Mais c'est une élection à la proportionnelle dans laquelle la gauche part toujours séparée. Je ne suis donc pas certaine que des regrets soient utiles. En revanche, la guerre des gauches me chagrine. Je refuse toujours d'y céder. J'appelle donc les autres à ne pas céder à l'esprit de division.

Sera-t-il vraiment possible de retrouver le chemin de l'union après le 9 juin ?

On le doit ! Quand la gauche est divisée, elle perd. Nous devons donc trouver les moyens de nous retrouver, de faire en sorte que les gauches et les écologistes réinventent leur coopération. Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann, chacun à leur manière, remettent sur la table cette théorie des «gauches irréconciliables». Quand l'extrême droite est au-delà de 30 %, tout le monde à gauche doit revenir à la raison. ➤

carnet

HOMMAGE

Paris (75)

En hommage à

Shereen Mahhouk

Samedi 8 juin à 10 heures

Cimetière
du Père Lachaise
Crématorium - la Coupole
55 rue des Rondeaux
75020 Paris



un colloque
ou séminaire,
une conférence...
Contactez nous

**Réservations
et insertions**
la veille de 9h à 11h
**pour une parution
le lendemain**

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations - 10 €

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes
par e-mail :
carnet.libe@teamedia.fr



LIBÉ.FR

En Normandie, Joe Biden fait le lien entre l'Ukraine et D-Day

Lors d'une cérémonie au cimetière militaire de Colleville-sur-Mer, au cours de laquelle Emmanuel Macron a décoré des vétérans américains, le président démocrate a livré un plaidoyer pour l'Otan et l'aide à Kyiv face au «tyran» Poutine. PHOTO REUTERS



Emmanuel Macron face à 200 vétérans américains, jeudi à Omaha Beach. PHOTO LUDO/JC MARIN APF

D-Day: Emmanuel Macron salue les soldats venus «sauver un continent»

En présence de nombreux vétérans et de Volodymyr Zelensky, le chef de l'Etat a rendu hommage aux 156 000 soldats débarqués sur les plages normandes il y a 80 ans, alors que l'Europe connaît à nouveau la guerre.

Par
LAURE EGY
Envoyée spéciale
en Normandie

On ne voit qu'eux. Et lui. Les 200 vétérans, pour beaucoup centenaires, coiffés de leur casquette «US Army World War II», enjoints et frères, qui laissent, partout sur leur passage, des tonnerres d'applaudisse-

ments et huit décennies de gratitude. Et Volodymyr Zelensky, attendu, avec sa femme, par le couple Macron, maître de cérémonie, sur le tapis rouge déroulé à Omaha Beach pour la commémoration internationale du Débarquement de Normandie. D'une guerre à l'autre. Sur «la sanglante» et plus célèbre des cinq plages, où les barges larguèrent 34 000 jeunes soldats américains à l'aube

L'HISTOIRE DU JOUR

des 6 juin 1944, au premier rang de la délégation officielle, la vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement accueille le président ukrainien, vêtu de noir et de kaki, au sein de leur cercle occidental. *Persona non grata*, Moscou (ni Vladimir Poutine ni aucun représentant russe) n'a pas été convié, deux ans et

trois mois après l'invasion de l'Ukraine. Avant que la célébration ne commence, les Premiers ministres français et canadien, Gabriel Attal et Justin Trudeau, s'accroissent pour échanger quelques mots avec les derniers héros, pour la plupart en fauteuil roulant. Au loin, patiente une dizaine de navires de guerre, dont le *Mistral*, porte-hélicoptères amphibie de la marine française. Aux portails des mal-

sons, des fanions des pays alliés flottent au vent. «Nous sommes tous aujourd'hui des enfants du Débarquement», proclame Macron.

mes venus «sauver un continent qui n'est pas le leur, mais parce que cette cause est la leur». Des parachutistes, les premiers lancés «de la queue ouverte des avions» sur le secteur de Sainte-Mère-Eglise, aux soldats déversés par vagues, sous un déluge de feu, sur un rivage qu'ils n'avaient jamais vu, «et peut-être la dernière chose qu'ils verront». Emmanuel Macron, qui adresse une pensée à Léon Gautier, dernier membre du commando Kieffer, décédé en juillet 2023, avait promis d'honorer toutes les mémoires. Y compris celle des Soviétiques, qui ont tenu le front de l'Est au prix de 27 millions de morts. «La Libération a été préparée par les résistants, possible grâce à l'engagement du front de l'est et orchestré par les alliés», entremêle-t-il, saluant «l'en-

gagement résolu de l'Armée rouge et de tous les peuples qui formaient l'URSS. Alors que la guerre mordu à nouveau les mollets de l'Union européenne, ce «trésor de liberté et de vie démocratique pendant soixante-dix ans», le chef de l'Etat convoque le courage des soldats alliés: «Face au retour de la guerre sur notre continent, à la remise en cause de tout ce pour quoi ils se sont battus, face à ceux qui prétendent changer les frontières pour réécrire l'Histoire, soyons dignes de ceux qui débarquèrent ici. Votre présence ici en ce jour, Monsieur le président d'Ukraine, dit tout cela.» Concluant son discours, scandé par le vrombissement des avions militaires qui déchirent le ciel, il remercie le «peuple ukrainien, pour sa bravoure, son goût de la

liberté: «Nous sommes là et nous ne faiblirons pas.»

Dans la foulée de la cérémonie, lors d'une interview en direct sur TFI et France 2, le Président, accusé par les oppositions d'accaparer l'espace médiatique, a lancé, à trois jours des élections européennes, une longue tirade contre le risque que l'Europe ne soit plus «protégée», «si demain l'extrême droite a une minorité de blocage en Europe». En cas de pandémie, «vous aurez la chloroquine et le vaccin Sputnik», s'est-il exclamé.

«**Démocratie.**» Emmanuel Macron a également annoncé la cession à Kyiv d'avions de combat Mirage 2000-5 pour aider l'Ukraine à défendre son sol. Des instructeurs français vont aussi former 4500 soldats ukrainiens dans la zone ouest du pays, ce qui selon lui ne constitue pas une «escalade» ni un acte «agressif» vis-à-vis de la Russie. «La paix ne se fera que si l'Ukraine peut résister», a insisté Emmanuel Macron. Ce vendredi, il fera d'ailleurs un discours à Bayeux, dans les pas du général de Gaulle, puis recevra Zelensky à Paris, pour finaliser deux nouveaux accords de soutien. Il retrouvera ensuite samedi le président américain, Joe Biden, pour une visite d'Etat.

Plus tôt dans la journée, les deux dirigeants avaient orchestré une cérémonie au cimetière américain de Colleville-sur-Mer. Déjà, Biden avait cousu ensemble les deux conflits, en condamnant l'«agression illégale» de Poutine que «nous ne pouvons pas laisser passer» et louant l'Otan, «la plus grande alliance de l'Histoire», forte de 32 pays membres. «L'isolement n'est pas la réponse», avertit le président américain, dans une allusion cash à son adversaire Donald Trump. Renoncer au soutien à l'Ukraine, «ce serait oublier ce qui s'est passé sur les plages normandes», complète-t-il, prenant à témoin «notre génération». «Allons-nous faire notre devoir pour défendre la démocratie?» Les invités applaudissent. Derrière eux, la pelouse hérissée de 9400 petites stèles blanches alignées à perte de vue, qui surplombe Omaha Beach. Et la paix fragile. ◀



LIBÉ.FR

Accusé d'agressions et de harcèlement sexuels, Édouard Baer poursuit-t-il sa tournée ?

Le maintien ou l'annulation des dates de spectacle du comédien, accusé de violences sexistes et sexuelles par six femmes dans un article conjoint de Mediapart et du média féministe Cheek, est guetté par le secteur culturel. Lequel continue ses réflexions sur les dilemmes et défis posés aux programmeurs à l'ère post-#MeToo. PHOTO AFP

Baisse des taux: contre l'inflation, la BCE ne crie pas victoire trop tôt

Un chapitre se ferme. Celui de la crise inflationniste. En décidant d'abaisser ses trois principaux taux directeurs jeudi, la Banque centrale européenne (BCE) recule d'un cran dans la politique monétaire restrictive qu'elle a choisie pour endiguer l'inflation. L'ampleur de l'inflexion est faible, elle n'est que d'un quart de point, mais cela vient clore une période de deux ans marquée par une série de dix relèvements de taux. Un enchaînement inédit qui les a propulsés à des niveaux tout aussi historiques. Le taux de dépôt de la BCE, qui était de 4% depuis septembre, date de la dernière hausse, passe ainsi à 3,75%.

La décision était largement attendue, plusieurs des 26 membres du conseil de gouverneurs (le principal organe de décision de la BCE) laissaient entendre depuis des mois que ce changement dans la politique monétaire interviendrait autour de l'été. Elle n'en est pas moins singulière. La BCE, après avoir été la dernière des grandes banques centrales à relever ses taux, est l'une des premières à les baisser. Dans une conférence de presse

tenue jeudi depuis Francfort, la présidente de l'institution, Christine Lagarde, a déclaré qu'il convenait «d'ajuster le degré de restriction de la politique monétaire après neuf mois de maintien des taux stables».

Autosatisfecit. Dans la zone euro, les prix ont augmenté en moyenne de 2,6% en mai sur un an, après avoir crû de 2,4% chacun des deux mois précédents. Ils avaient connu un pic en octobre 2022 avec une progression de 10,6% sur un an.

La BCE se délivre aujourd'hui un autosatisfecit en liant la nette accalmie de l'inflation à son action. Christine Lagarde a ainsi expliqué devant la presse qu'il y avait eu deux phases successives. La première, entre juillet 2022 et septembre 2023, avec «un resserrement très robuste et rapide», puis une phase de maintien: «Pendant chacune de ces deux phases, on a divisé l'inflation par deux.» Elle a également estimé qu'en «freinant la demande et en maintenant les anticipations d'inflation bien ancrées, cela a largement contribué à faire

reculer l'inflation.» C'est loin d'être le seul élément, le reflux des prix des matières premières ayant largement contribué à l'accalmie.

Les débats ont d'ailleurs été nourris ces deux dernières années sur la pertinence de relever les taux, au prix de faire ralentir toute l'économie, afin de lutter contre une inflation importée. Le rythme choisi a aussi été largement discuté. «La dernière hausse des taux de septembre, elle ne me semblait pas nécessaire, considé-

ré par exemple Gilles Moëc, le chef économiste du groupe AXA. En revanche, les autres étaient indispensables.» Cette première baisse ne signifie pas que les taux vont redescendre aussi rapidement qu'ils ont été relevés. «Ce qui est très incertain, c'est à la fois la vitesse et le temps que cela prendra» de revenir à la cible d'inflation de 2% à moyen terme, a indiqué Christine Lagarde. Qui a répété que le conseil continuerait à prendre ses décisions «réunion par réunion». La date de la prochaine baisse des taux revêt déjà la ligne de fracture, au sein du conseil des gouverneurs,

entre les colombes et les faucons, partisans d'une politique monétaire plus restrictive. Figure du second camp, le président de la banque fédérale d'Allemagne, Joachim Nagel, a averti dès le 21 mai dans un entretien accordé à quatre journaux européens, dont les Echos: «Si les taux sont abaissés pour la première fois en juin, cela ne signifie pas que nous baisserons les taux au cours des prochaines réunions du conseil des gouverneurs.»

Attitude. La décision de la BCE ne produira de toute façon ses effets dans l'économie européenne que l'an prochain, au plus tôt, les délais de transmission de la politique monétaire prenant toujours plusieurs mois. Ce changement de perspective a tout de même commencé à se traduire dans l'attitude des banques commerciales, qui regardent, pour fixer leurs taux de crédits immobiliers, les taux à long terme. En abaissant ses taux directeurs jeudi, la BCE a par ailleurs précédé la Réserve fédérale américaine, une première dans son histoire.

ANNE-SOPHIE LECHEVALIER

Russie Un Français accusé de collecter des informations sensibles arrêté

Alors que tous les yeux étaient tournés vers les plages normandes où se sont déroulées les célébrations du 80^e anniversaire du Débarquement jeudi (lire page précédente), en l'absence de Vladimir Poutine, les autorités russes ont interpellé à Moscou «un citoyen de la République française soupçonné de recueillir des informations sur les activités militaires de la Fédération de Russie», peut-on lire sur la chaîne Telegram du Comité d'enquête russe. Il est également sous le coup d'une procédure pénale pour avoir omis de s'inscrire au registre des agents de l'étranger. Selon l'agence russe Tass, il s'agirait de Laurent Vignatier, 48 ans, du Centre pour le dialogue humanitaire, ONG établie à Genève, spécialisée dans la médiation de conflits. V.D.

Médias Vincent Meslet devient le nouveau numéro 2 de Radio France

«Grand professionnel des médias, grand concepteur d'offres et de contenus, grand serviteur du service public, il écrira à nos côtés une nouvelle page»: c'est par ces mots, dans un mail adressé à l'ensemble des salariés de Radio France et de Libé a pu consulter, que la patronne de la Maison ronde, Sibylle Veil, a annoncé jeudi l'arrivée de Vincent Meslet comme directeur des antennes et de la stratégie éditoriale du groupe. Soit le poste de numéro 2 qu'occupait jusque-là Laurence Bloch. L'ex-directrice de France Inter, 71 ans, avait annoncé la semaine dernière faire valoir ses droits à la retraite. A.F.

Soudan Les troupes du général Hemetti multiplient les assauts meurtriers

Au moins 100 personnes ont été tuées mercredi lors d'une offensive des Forces de soutien rapide dans le village de Wad al-Noura. Leur chef, le général Mohamed Hamdan Dabab, dit Hemetti, les a engagés dans une guerre contre l'armée régulière soudanaise commandée par son rival, le général Al-Burhan. Elle fait rage depuis presque quatorze mois. Le «comité de résistance de Wad Madani», la grande ville de la Jézira, assure que l'armée soudanaise a été appelée à l'aide par les villageois de Wad al-Noura, mais qu'elle n'était pas intervenue. C.M.

181 millions

C'est le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans dans le monde qui vivent dans une «pauvreté alimentaire sévère», estime l'Unicef dans un rapport publié jeudi. Ils «survivent avec un régime alimentaire très pauvre, consommant des produits issus de deux groupes alimentaires, ou moins», explique l'une des auteures du rapport, la nutritionniste Harriet Torlesse. Selon les recommandations de l'Unicef, ces enfants devraient ingérer quotidiennement des aliments d'au moins cinq groupes sur huit. Par ailleurs, 440 millions d'enfants de moins de 5 ans vivant dans une centaine de pays à revenus faibles et moyens n'ont pas accès à ces cinq groupes chaque jour et vivent donc en situation de «pauvreté alimentaire». (avec AFP)

Aide à mourir: le tiers ne pourra pas administrer la substance létale

Une victoire en demi-teinte pour les partisans de la légalisation de l'aide à mourir. Jeudi, en dépit du feu roulant de critiques émanant des banes du parti Les Républicains et du Rassemblement national, l'Assemblée a adopté en séance publique par 88 voix contre 50 l'article du projet de loi sur la fin de vie qui définit et instaure l'aide à mourir.

Mais non sans avoir au préalable modifié le texte sur un point clé: la possibilité pour un tiers d'administrer la substance létale au patient éligible à l'aide à mourir a disparu. Après s'être fait reprocher des centaines

d'amendements, visant à supprimer ce chapitre de la loi ou le vider de tout contenu opérationnel, les orateurs du groupe LR en ont placé un dans le mille. Sur proposition de la députée Christelle Petex, ils suggèrent de restreindre aux seuls soignants la possibilité de donner la mort, de sorte à garantir une «surveillance médicale adéquate» et préserver les proches de conséquences potentiellement traumatiques. De quoi répondre aux préoccupations qui s'expriment jusque dans les rangs de la majorité présidentielle. «L'administration par un proche est

une très mauvaise idée», estime la députée Renaissance Laurence Cristol, arguant de son expérience de médecin spécialiste en oncogériatrie. Relevant qu'aucun pays au monde n'a adopté une disposition de ce type, sa collègue Astrid Panosyan-Bouvet lui fait écho: «Les conséquences d'un tel acte ne sont pas évaluées pour des non-professionnels.» Pourtant, selon le député Renaissance David Valence, sur la même ligne que le rapporteur général du texte, le député Modem Olivier Falorni, cette innovation «rassure les soignants... et ras-

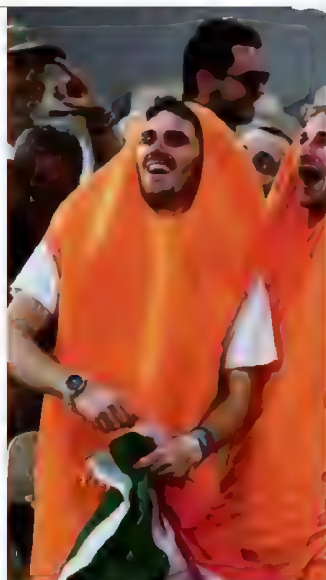
sure aussi ceux qui sont malades et leur donne la garantie qu'ils auront toujours une solution».

Mais côté gouvernement, l'opposition à la réécriture réclamée par LR est molle. «L'important, c'est que le texte devienne effectif que la personne qui a demandé à bénéficier de l'aide à mourir puisse en bénéficier», étudie la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, Catherine Vautrin, très présente depuis le début des débats. Soumis au scrutin, l'amendement Les Républicains a été adopté par 43 voix contre 42.

NATHALIE RAULIN



Jannik Sinner lors des quarts de finale contre Grigor Dimitrov, mardi à Roland-Garros. PHOTO CLIVE BRUNSKILL. GETTY IMAGES. AFP



Les fans du joueur italien déguisés en carottes.

Roland-Garros

Jannik Sinner, nouveau roi du tennis bien en court

Nouveau patron du tennis masculin après l'abandon de Novak Djokovic, l'Italien de 22 ans qui se rêvait skieur est à deux succès d'un premier sacre à Roland cette année. Avec un choc ce vendredi face à un autre prodige, l'Espagnol Carlos Alcaraz.

Par **ROMAIN MÉTAIRIE**

Jannik Sinner englobera-t-il un burger à Paris? Si tel est le cas, alors il y a fort à parier que l'Italien de 22 ans se sera adjugé au paravent son tout premier Roland-Garros. Une sorte de coutume que ce fils de chef cuisinier et de serveuse cultive depuis un moment : il s'octroie cette fantaisie après chaque gros succès, accompagnée d'un tiramisu.

Sur l'ocre français, Sinner n'en est encore qu'au stade des demies, avec un choc ce vendredi face à un autre prodige, l'Espagnol Carlos Alcaraz. En attendant, le nouveau numéro 1

mondial a pris pour habitude de déguster la concurrence depuis le début du tournoi parisien. En quarts mardi, le malheureux Grigor Dimitrov, pourtant classé 10^e mondial, a volé en éclats en trois manches sans grande saveur (6-2, 6-4, 7-6).

Depuis le début de l'année, l'Italien se gôlfre de victoires sur le circuit ATP. On a même cru que le longiligne droitier était devenu allergique pour de bon à la défaite : il aura fallu patienter 19 matchs et une défaite contre ce même Carlos Alcaraz, pour le voir sortir la tête basse d'un court en 2024.

Alors voir Sinner se hisser au rang de numéro 1 mondial n'était qu'une question de semaines. C'est arrivé mardi, avant même une éventuelle victoire à Roland-Garros, avec le forfait de Novak Djokovic en raison de sa blessure contractée en huitième de finale. Sinner a pris les rênes du tennis mondial, et rien ne dit qu'il ne les lâche de sitôt, tant il donne l'impression de dominer outrageusement son sport.

Cette année, le Transalpin escalade les cimes du tennis mondial aussi vite qu'il dévalait les massifs du Sud-Tyrol lorsqu'il était encore un

jeune montagnard à San Candido, une ville d'à peine 3 000 habitants nichée à moins d'une dizaine de kilomètres de la frontière autrichienne. Comme bon nombre d'enfants qui grandissent dans les Dolomites, Sinner a d'abord été «très bon en ski, pas si fort au tennis». Il a même excellé sur la poudreuse : champion national benjamin de géant en 2008, vice-champion national en 2012... L'Italien semblait plutôt suivre les traces de son idole, la légende américaine de la glisse Bode Miller. Encore récemment, à Noël, l'une des rares périodes de repos pour les tennismen, il a pu dévaler les pentes alpines durant deux jours avec ses potes.

A croire que le ski offre de solides appuis aux champions. Avant lui, Djokovic aussi était promis à un avenir sur la neige. Les deux joueurs ont en commun une totale maîtrise de leur équilibre raquette en main. Selon Sinner, la discipline l'a plutôt aidé dans son approche mentale. «Si tu skies et que tu fais une erreur, tu ne peux pas gagner la course», certifie celui qui a décidé de troquer les skis pour la raquette à l'adolescence.

«Quand j'avais 12 ou 13 ans, j'ai participé à une course, où il fallait sauter 30 ou 40 mètres. Quand vous êtes un enfant, c'est effrayant, raconte-t-il. J'avais peut-être trop peur pour faire du ski. J'ai choisi de jouer au tennis parce que c'est une compétition saine. Vous n'avez pas de contact avec votre adversaire, mais vous pouvez quand même lui faire mal.» Pour Sinner, le tennis est vraiment devenu sérieux à partir de 13 ans. Il migra vers l'ouest, direction Bordighera, près de la frontière française, point de chute de l'académie de Riccardo Piatti. Ce penseur du tennis azzurri a coraqué quelques poin-

tures : Gasquet, Djokovic, Ljubicic ont grandi en écoutant ses préceptes. Piatti connaissait déjà Sinner d'un tournoi junior à Milan. Un détail lui saute aux yeux : contrairement aux autres, Sinner «frappait la balle pour gagner les points», plutôt que d'attendre que ses adversaires ratent. Piatti dit aussi : «Avec les joueurs professionnels, tout le monde pense qu'il s'agit d'un travail à faire. Lui, il adore s'entraîner.»

Airs de cyborg

Une approche du jeu qui expliquerait son ascension : plus de 500 places grillées en 2019, bien aidé par un titre prestigieux, le tournoi ATP NextGen, l'équivalent du Masters de fin d'année chez les pros. La compétition est réservée aux joueurs de 21 ans et moins. Il en avait 18. A l'époque, pas besoin d'être un expert du jeu pour prophétiser qu'il faudrait compter sur l'ado à la chevelure rousse dans les années suivantes.

Mais si la progression de l'Italien en l'espace de cinq ans a été régulière jusqu'au top 10 mondial, il a longtemps fait du surplace jusqu'à son premier titre en Grand Chelem, glané en janvier à l'Open d'Australie. La version 2.0 – et victorieuse – de Sinner est en partie née à Paris, court Suzanne Lenglen, un après-midi de mai 2023. Une défaite inopinée au second tour de Roland-Garros 2023 contre Daniel Altmaier, au bout de cinq heures et vingt-six minutes, le marque plus que les autres. Il menait deux manches à une avant de se déregler et de se faire grignoter par la frustration. «C'est normal de rater des coups, même de perdre. Mais il faut être heureux d'être sur le terrain. Je n'étais pas heureux. [...] Mon équipe m'a dit : "Pourquoi as-tu cette attitude?" Je me suis promis



le 29 mai sur le court Philippe-Chartier. PHOTO EMMANUEL D'UNAND. AFP

Les fans de carottes à la botte du joueur

Interviews, invitations, objets dérivés... «Libé» a rencontré les «Carota Boys», fervents supporters de Jannik Sinner déguisés de la tête aux pieds.

Les loges du court Philippe-Chartier ont leur propre code vestimentaire. La majorité des hommes s'y pointent en chemise et veste de costume, quand les femmes optent généralement pour des tailleurs ou des robes. Mercredi 29 mai, au milieu de cette ambiance guindée, quand Jannik Sinner et Richard Gasquet s'affrontent sur la terre battue, quatre types détonnent. Leurs habits orange attirent le regard. Qu'ils soient déguisés en carottes plus encore. Voilà un an qu'à chaque fois ou

presque que l'Italien se déplace, les carottes le suivent. En tribunes, on les repère de loin. Et dans les allées des tournois, le public les arrête pour prendre des photos. Derrière les costumes, six amis d'enfance originaires de Revello, petite ville du nord de l'Italie. «*Tout est parti d'une blague, retrace Lorenzo, 29 ans. On adore le tennis et comme chaque année, en 2023, on avait acheté des tickets pour le tournoi de Rome. Mais on voulait trouver une manière différente d'encourager Jannik. Comme il avait mangé une carotte en plein match il y a quelques années, on a décidé d'acheter des costumes de carottes et d'aller à Rome avec. C'est aussi simple que ça.*»

Au Foro Italico de Rome, les légumes surprennent. A la télévision, la réalisation ne manque pas de les filmer entre les points. Des médias viennent ensuite les interviewer. «*C'était vraiment bizarre, on n'avait jamais fait d'interview avant, et d'un coup on nous demande de répondre à des questions, on était un peu dépassés,*» s'amuse Alessandro, carotte numéro 2.

Dédicace. Ensuite, tout va très vite. L'entreprise spécialisée dans le café Lavazza, partenaire de plusieurs tournois de tennis et de Jannik Sinner, propose aux «Carota Boys» de venir assister à quelques rencontres de leur poulain à Roland-Garros. La marque répète l'opération à Wimbledon et à l'US Open, et les incite à créer une page Instagram pour qu'ils y partagent leurs aventures – et qu'ils mettent évidemment en avant l'entreprise. Ils sont aujourd'hui suivis par plus de 135 000 personnes. En janvier 2024, c'est carrément l'organisation de l'Open d'Australie qui leur propose de venir, tous frais payés. «*Avant tout ça, on n'avait jamais assisté à un Grand Chelem,* reprend Alessandro. Et en un an, on les a tous faits. C'est fou ! On vit un rêve.»

Jannik Sinner a remarqué ces fans orange qui le suivent partout. Il leur a d'abord fait une

dédicace au micro après un match gagné. Puis s'est adonné après une autre victoire à une séance photos en bord de terrain. Avant qu'enfin une rencontre de deux heures entre le joueur et ses fans soit organisée en septembre à Milan.

Le graal pour les carottes qui décrivent leur héros comme «*un mec humble, fun, normal et accessible,*» avec qui elles échangent désormais de temps en temps via un groupe WhatsApp. Parfois, c'est même leur idole qui leur dégoûte des places pour ses matchs – sur chaque tournoi les joueurs ont droit à plusieurs invitations. «*Je crois qu'ils sont encore plus connus que moi,*» rigolait Sinner en fin d'année dernière.

«Manager». Parfois, le costume des six italiens est trop grand pour leurs épaules. Sur les gros tournois, ils donnent des interviews à la pelle, au point qu'à Roland-Garros une représentante de chez Lavazza fait désormais l'intermédiaire. «*Il y a aussi beaucoup de marques qui nous contactent. On essaye de trouver une sorte de manager car on n'arrive pas à tout gérer. D'autant plus qu'on a tous un travail à côté,* explique Lorenzo, responsable recherche et développement dans une entreprise. D'ailleurs, deux d'entre nous n'ont pas pu venir à Paris car ils travaillaient.» Pour cause d'obligations professionnelles, les quatre carottes n'ont pas pu assister en tribunes au huitième de finale entre Jannik Sinner et Corentin Moutet le 2 juin.

Ces derniers mois, sentant le bon filon, la bande de copains a commencé à capitaliser sur son audience. Il est aujourd'hui possible d'acheter des tee-shirts, sacs, bobs ou tasses à l'effigie des Carota Boys, qui ont même sorti un livre en avril dans lequel ils racontent leur histoire. «*L'idée c'est que les tribunes soient orange pour soutenir Jannik,* et l'argent nous sert à financer les déplacements sur les tournois quand nous ne sommes pas invités, promet Alessandro.

JULIEN LECOT

que cette attitude ne se reproduirait plus. Il était temps de faire de mon mieux avec le sourire.» Difficile, pourtant, de distinguer la moindre once d'enthousiasme sous la casquette. Sur le court, l'Italien a des airs de cyborg capable d'un contrôle absolu de ses émotions. A un point d'encaisser un 6-0 contre Corentin Moutet en huitième, Sinner est resté impassible. «*Il y a de la pression évidemment, mais la pression est un privilège.*» Une phrase empruntée à Djokovic. Qu'il agrémente à sa sauce: «*Au tennis, nous avons une pression très positive parce que rien ne peut vraiment arriver, vous pouvez juste perdre le point. Si vous êtes médecin, par exemple, et que vous devez opérer quelqu'un, vous avez une vie entre les mains. Nous gagnons ou nous perdons et la semaine suivante, nous avons une autre chance.*»

«effet Sinner» (lire ci-contre). La fédération de tennis italienne se targue d'un sacré bond: 550 000 licenciés en 2022, 900 000 aujourd'hui. Les sponsors suivent. Sinner s'habille avec Gucci, regarde l'heure avec Rolex, s'apprête avec L'Oréal. Nike en particulier, qui avait déjà misé gros sur Carlos Alcaraz, a aussi mis le paquet – 150 millions d'euros sur dix ans – pour enrôler Sinner. Histoire de s'assurer que la virgule apparaisse bien sur les habits des deux nouvelles figures du tennis moderne. Borg-McEnroe, Navratilova-Evert, Federer-Nadal... Pour les suiveurs assidus, la rivalité iconique de la prochaine décennie est déjà là. Et à l'instar des fameux «Fedals» entre le Suisse et l'Espagnol, elle a déjà un nom tout trouvé: «Sincaraz», le diminutif de Sinner-Alcaraz. Deux surdoués générationnels qui

pourraient bien se disputer les manettes du circuit pour la prochaine décennie. «*Sinner sera pendant longtemps numéro 1, mais pas en continu. Avec Alcaraz ils vont alterner,* anticipe Mats Wilander auprès de Libé, lui-même ex-numéro 1 mondial. Je pense qu'Alcaraz, quand il est en forme et qu'il joue vraiment, est un tout petit peu au-dessus. Mais s'il ne l'est pas, Jannik est meilleur car il est plus consistant. C'est comme Roger et Rafa à l'époque: d'un coup tu bats ton adversaire, puis tu le bats quatre, cinq fois de suite, puis ça s'inverse... C'est super sain de les voir tous les deux donner notre jeu.» Ça tombe bien: les deux vont se croiser pour la 9^e fois de leur vie ce vendredi, la première à Roland. Ils en sont à quatre victoires chacun. Et Sinner à seulement deux d'un burger. ◆

CÔTE DAMES. PAOLINI DÉFIERA SWIATEK EN FINALE

Iga Swiatek est parvenue jeudi à rallier sa troisième finale consécutive porte d'Auteuil en disposant aisément de Coco Gauff (6-2, 6-4). La numéro 1 mondiale polonaise jouera samedi sur le court Philippe-Chartier contre Jasmine Paolini, surprise du tournoi, qui a, elle, disposé facilement (6-3, 6-1) de la jeune (17 ans) Mirra Andreewa. L'Italienne de 28 ans, qui n'était jamais parvenue à se hisser au-delà du 2^e tour d'un Grand Chelem en 16 tentatives, fait face au plus grand défi de sa carrière.



HALLE DES BLANCS MANTEAUX
48 RUE VIEILLE DU TEMPLE
PARIS 4^E
DU 07 AU 09 JUIN 2024
ENTRÉE LIBRE

HORAIRES
VENDREDI 15H - 21H
SAMEDI & DIMANCHE 11H - 20H
INFO@EXPO4ART.FR
WWW.EXPO4ART.FR



EXPO4ART METAMORPHOSE

Chlordécone : la conspiration du silence doit cesser pour que la vérité advienne

Lundi à 9 heures, la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris tiendra son audience sur l'appel contre l'ordonnance de non-lieu rendue le 3 janvier 2023 par les juges d'instruction en charge du dossier chlordécone, ce pesticide aussi puissant que permanent qui continue à polluer les sols et les eaux des Antilles. Une question se pose : «La justice, hors et dans l'Hexagone, est-elle en capacité de sanctionner efficacement les pollueurs et leurs complices afin de protéger les générations futures?».

Pour ce procès en appel, nous ne voulons pas de débats en catimini dans une salle d'audience à huis clos, tout comme il a été insupportable que les juges d'instruction ne sortent pas de leur bureau parisien et ne prennent même pas la peine de se déplacer pour apprécier l'ampleur de cette catastrophe sanitaire et environnementale. Nous voulons un débat public pour permettre, au grand jour et aux termes d'un examen contradictoire, la manifestation de la vérité : les profiteurs économiques doivent rendre à minima des comptes, les dirigeants administratifs doivent cesser de se cacher dans les complexités institutionnelles qui diluent les responsabilités, les décideurs politiques qui, par coquetterie ou complaisance, doivent répondre de leur abstention fautive. A quel bon reconnaître comme l'ont fait les juges d'instruction le 2 janvier 2023 que le recours au chlordécone est à l'origine d'un véritable «scandale sanitaire», sous la forme d'une atteinte

Lundi, la cour d'appel de Paris devra se prononcer sur l'ordonnance de non-lieu rendue début 2023 dans l'affaire du pesticide utilisé aux Antilles durant plusieurs décennies.

Un débat public est indispensable pour permettre, au grand jour et par un examen contradictoire, la manifestation de la vérité.

environnementale dont les conséquences humaines, économiques et sociales affectent et affecteront pour de longues années la vie quotidienne des habitants» des Antilles, si dans le même temps, une coalition des juristes de l'Etat cherche par tous les moyens à enterrer ce dossier, comme les dizaines de tonnes de chlordécone ont été enterrées et oubliées entre 1990 et 2000... Comment pourrait-il en être autrement puisque, en toute illégalité, le distributeur de ce pesticide a fait entrer sur le territoire plus de quarante ans de consommation, sans que personne ne puisse établir où ces 600 tonnes ont été utilisées !

DEPUIS 1968...

Depuis le début, le parquet concentre son énergie à fermer le dossier invoquant tour à tour une improbable prescription et la méconnaissance de la dangerosité du chlordécone pour la santé. Aussi dangereuse pour la santé que le produit lui-même, ce qui est en jeu, c'est la politique de l'autruche menée par les intérêts privés et publics coalisés dans une conspiration du silence. Une bien étrange petite musique se fait entendre : les pouvoirs publics n'avaient pas connaissance de la dangerosité du chlor-

décone. Mais alors pourquoi diable l'avoir interdit en 1990 ?

La commission parlementaire Letchimy a permis de démontrer que la commission des toxiques du ministère de l'Agriculture avait refusé, en 1968, d'homologuer ce pesticide en raison de ses dangers pour la santé humaine et pour sa permanence dans les eaux et les terres.

En 1975, le scandale dans l'usine américaine de Hopewell (Virginie) révélait au monde entier le caractère délétère de ce biocide au point que les pouvoirs publics américains décidèrent d'interdire sa production, sa commercialisation et son usage, tout en mettant en place un plan de sauvegarde de l'environnement qui commence à porter ses fruits cinquante années plus tard. En 1979, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) classe le produit comme cancérigène probable pour l'homme. Mais il faut attendre 1990 pour qu'il soit interdit en France. Pire, pendant dix ans après son interdiction, les gouvernements successifs n'informent pas les populations, et le mal se répand dans les îles par l'eau du robinet, par l'alimentation et par l'utilisation des terres agricoles contaminées pour réaliser des remblais routiers. Le fait de cette décennie perdue ? Le

chlordécone se retrouve dans le corps de tous les Antillais et continue à être diffusé, en très faible quantité, par le réseau d'eau dite potable ainsi que par l'irrigation. Et le parquet général ose encore prétendre que la dangerosité de ce biocide n'était pas connue ?

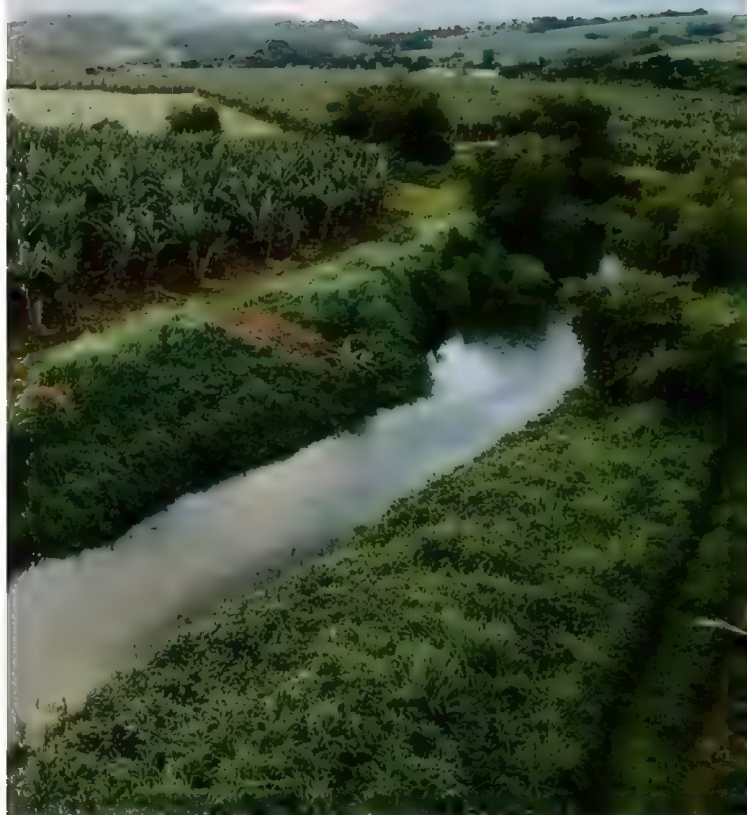
...L'INDIFFÉRENCE

Si ce n'est pas du mépris, c'est tout simplement de la mauvaise foi et de l'obscurantisme scientifique. Car le chlordécone est un perturbateur endocrinien qui a la faculté de se concentrer dans les parties molles du corps, comme le foie. Et face à ce qui est à ce jour le plus gros scandale des Antilles – outre la colonisation française en elle-même –, il n'y aurait ni responsable ni coupable, juste des profiteurs et des exploités qui ont fait fortune sur les populations locales ? L'autre argument massue invo-

qué par le parquet consiste à prétendre que les parties civiles ont réagi trop tard, et que les infractions d'empoisonnement ou d'administration de substances nuisibles seraient prescrites. Mais, comment le parquet qui a eu connaissance de l'usage du chlordécone jusqu'en 2004, peut-il oser reprocher aux parties civiles de ne pas avoir agi plus tôt ? N'était-ce pas à lui, aux préfets, aux services de l'Etat d'assurer la protection des populations qui n'avaient pas connaissance que l'eau était contaminée ? N'était-ce pas à l'Etat d'organiser le traitement des déchets d'un produit devenu «hors commerce» en raison de sa perte d'agrément en 1990 et au parquet de réprimer la contrebande de chlordécone constatée par différentes administrations, mais inconnue des parties civiles jusqu'à ce qu'elles accèdent enfin au dossier ?



La rivière du Galion, en Martinique, traverse des plantations de



bananes. La pêche y est interdite à cause de la contamination au chlordécone. SENCIT DURAND HANS LUCAS

Plus grave, le point de départ de la prescription ne peut pas avoir commencé à couvrir. Et pour cause, ce polluant organique persistant est inéluçablement présent pour les prochains siècles. Chaque jour en buvant de l'eau dite potable ou en mangeant certains aliments, la population locale risque de s'intoxiquer encore

davantage dans l'indifférence des grands commis de l'Etat. Mais, l'Etat a bon dos. Il n'est pas le seul responsable ni le seul coupable. Les grandes familles de colons, propriétaires terriens qui ont exploité les bananeraies tout en étant également producteurs et dealers de ce poison ont fait fortune et ont diversifié leur

mainmise sur l'économie de l'outre-mer. Ont-ils reconnu leurs fautes ? Ont-ils proposé de créer une fondation pour permettre de réparer les dégâts incommensurables causés à l'environnement et aux populations, un institut dédié en recherches scientifiques et médicales, aux Antilles ? Non, dans le silence, ils vivent confortablement installés dans leurs magnifiques villas avec vue sur mer. Et certains, peuvent mourir dans leur lit sans avoir rendu compte à personne. Alors, ô vous, juges intégres, vous avez le choix : soit vous permettez qu'un débat contradictoire et scientifique s'organise publiquement dans une enceinte judiciaire digne de ce nom, soit vous assumez d'avoir censuré la recherche de la vérité. Mais, de grâce, ne venez pas nous présenter les larmes amères de votre compassion. ◀

Par
MALCOM FERDINAND
Chercheur au CNRS, auteur de :
Une écologie décoloniale (Seuil, 2019)
JEAN-MARIE FLOWE
Ecologue et président de l'Association vivre
PATRICIA CHATENAY-RIVAUDAY
Vice-présidente de l'Association vivre
CHRISTOPHE LÉGUEVAQUES
Avocat au barreau de Paris et
PIERRE DELIVRET et
JEREMY BOUSQUET Avocats au barreau de Toulouse

IDÉES/

Face aux toxiques, l'inaction tue

Un collectif de professionnels de santé, chercheurs, citoyens et parents, dont le mathématicien Cédric Villani, exige des études scientifiques indépendantes au nom du droit à vivre dans un environnement propre, sain et durable.

Lundi 13 mai, la tête de liste écologiste aux élections européennes, Marie Trousaint, a évoqué sur le plateau de C à vous la problématique des clusters de cancers pédiatriques en France. En critiquant la «manque de volonté politique» de la part du gouvernement pour esquisser une voie de sortie de ce qu'elle qualifie de «civilisation des toxiques», elle a immédiatement déclenché une levée de boucliers.

Quels sont les arguments de ses contradicteurs ? Santé publique France, après avoir effectivement ouvert une vingtaine de dossiers pour des soupçons de clusters de cancers d'enfants, n'a pas pu établir un lien définitif entre ces cancers et les polluants environnementaux. Est-ce suffisant pour être certain qu'il n'existe aucun lien ? Certainement pas. L'histoire des scandales sanitaires passés nous l'a prouvé : l'incapacité à établir un lien de causalité irrefutable à un instant donné ne signifie nullement l'absence de cette causalité. Les instruments méthodologiques actuels de l'épidémiologie ne mesurent que très imparfaitement l'évolution des facteurs de risque sur un échantillon de population de taille modeste, comme c'est généralement le cas dans un contexte local.

La multiplicité des facteurs en question complique singulièrement la tâche des chercheurs, d'autant que leurs effets ne se mesurent parfois que sur plusieurs décennies. Ajoutons que

les investigations sont souvent abandonnées prématurément et que les «marchands de doute», pour reprendre l'expression de la célèbre enquête de Naomi Oreskes et d'Eric Conway (1), n'ont cessé d'instrumentaliser, aujourd'hui comme hier, le débat scientifique pour bloquer toute décision politique restreignant l'usage des produits toxiques dans nos sols, dans l'eau et dans les objets que nous utilisons au quotidien.

L'évolution du contexte sanitaire global contribue à renforcer la suspicion. En trente ans, à l'échelle mondiale, les cancers diagnostiqués chez les moins de 50 ans ont connu une hausse de 80 %. Selon l'Organisation mondiale de la santé, en 2019, deux millions de personnes sont décédées en raison de l'exposition à des produits chimiques de synthèse. Ce chiffre est en constante augmentation par rapport aux années précédentes. Dans le même laps de temps, 75 % de la biomasse d'insectes disparaissait dans les zones protégées européennes. Or, les pesticides ont un impact sur les deux phénomènes, abondamment documenté dans la littérature scientifique : l'exposition aux pesticides augmente la probabilité de développer certaines pathologies (Expertise collective Inserm 2022, Pnud 35759550) et porte une large responsabilité dans l'effondrement des populations d'insectes (Expertise collective Inrae 2022). Oui, la santé environnementale est un enjeu à prendre au sérieux !

Le principe de précaution a été formalisé au début des années 90 par les Nations unies afin d'assurer la protection des populations en l'absence de consensus scientifique définitif. Rappelons-en les termes : «En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.» Or, dans le cas des pesticides,

Suite page 18

Lors d'un rassemblement
à Lyon, le 5 juin.

PHOTO MATTHIEU DELATY
HANS LUCAS

Suite de la page 17 nous avons dépassé le stade de la simple suspicion !

Nous devrions apprendre de nos erreurs. L'histoire est pleine de scandales sanitaires révélés après des années de lutte de ceux que l'on accuse d'abord d'être des « affabulateurs ». Certains industriels ou scientifiques corrompus sont passés maîtres dans l'art de cacher les résultats de leurs études et d'instiller le doute, que ce soit dans les industries du tabac, de la chimie, des énergies fossiles... Trop souvent, les alertes sanitaires lancées par les populations ne sont pas suivies d'études scientifiques sérieuses. Nous pouvons citer la vallée de l'Orbier, polluée à l'arsenic et de multiples composants chimiques.

Autre exemple : la nocivité de l'amiante était connue depuis le rapport Auribault de 1906. Classé « cancérogène avéré » par le Centre International de recherche sur le cancer en 1977, l'amiante n'a été interdit que vingt ans plus tard. Combien de morts entre-temps ? Le Haut Conseil de la santé publique estime qu'elle pourrait encore provoquer 100 000 décès d'ici à 2050. Et les scandales se répètent : pendant vingt ans, aux Antilles, la chlordécone est restée autorisée alors même que sa dangerosité était établie depuis la fin des années 60. Combien de rapports sur la dangerosité des polluants éternels, du glyphosate, et de centaines d'autres produits toxiques seront-ils encore retardés ou mis sous le tapis ?

Comment accorder une confiance aveugle aux responsables politiques en place lorsque très récemment encore, monsieur Thierry Breton, commissaire nommé par Emmanuel Macron à la Commission européenne, a tout fait pour reporter *sine die* la révision du règlement Reach qui aurait permis d'interdire les produits chimiques les plus dangereux ? Nous sommes professionnels de santé, chercheurs, experts du domaine, citoyens et parents, et nous exigeons la vérité. Le débat entre science et société est un signe de vitalité démocratique, et ne peut pas être systématiquement traité comme une dérive complottiste. Nous demandons des enquêtes sérieuses et indépendantes garantissant que notre santé n'est pas menacée par les polluants auxquels nous sommes exposés quotidiennement. Depuis 2022, le droit à vivre dans un environnement propre, sain et durable est consacré comme un droit humain par l'ONU. Le risque qu'une population accepte de subir relève d'un débat politique. En l'occurrence, quand il s'agit de la vie de nos enfants, il nous semble que la seule attitude acceptable est de tout mettre en œuvre pour que ce risque tende vers zéro. Esquissons ensemble une voie de sortie de la civilisation des toxiques. ♦

(1) Les Marchands de doute, de Nicolas Orban et de Erik M. Conway, aux éditions Le Pommier, 2014.

Par UN COLLECTIF DE PROFESSEURS ET DE SCIENTIFIQUES

Parmi les signataires : **Dominique Bourg** Professeur honoraire de l'université de Lausanne

Cédric Villani Mathématicien, ancien député
André Cicolella Chimiste et toxicologue, président du Réseau environnement santé (RES)

Maxime de Rostolan Entrepreneur écologiste

Pierre-Henry Gouyon Professeur au Muséum national d'histoire naturelle

Sabine Grataloup Mère d'un enfant souffrant de malformations suite à son exposition au glyphosate in utero

Philipp Heeb Directeur de recherches CNRS

Laurence Huc Toxicologue, directrice de recherches à l'Inrae, présidente de l'Institut citoyen de recherche et d'expertise en prévention et santé environnementale

Anne-Laure Legendre Enseignante-chercheuse en santé environnementale

Dominique Massot Coprésident de la coalition d'associations Secrets toxiques

Marie-Antoinette Mélières Climatologue

Nicolas Namur Président de l'Atelier de santé urbaine

La liste des signataires sur Libération.fr



Qu'attendez-vous pour reconnaître l'Etat palestinien, monsieur Macron ?

Plus de 230 artistes, dont Léna Situations, Renaud, DJ Snake, Leïla Bekhti et Angèle, interpellent le Président pour que la France reconnaisse officiellement l'Etat de Palestine, comme l'ont déjà fait 146 autres pays.

Depuis la terrible attaque du Hamas du 7 octobre 2023 causant la mort de plus de 1100 Israéliens, majoritairement civils, et la prise d'otages de 252 personnes, dont 121 sont encore détenues par le Hamas, les habitants de Gaza subissent des bombardements quotidiens. Il y a quelques jours, deux camps de réfugiés ont été ciblés à Rafah, et nous avons en tête des images qui nous empêchent de dormir la nuit. Pourtant, malgré le tollé international, Israël continue le massacre. Plus de 35 000 morts sont dénombrés, ces chiffres sont sous-évalués, selon plusieurs sources. Deux millions de personnes sont menacées de famine.

L'escalade de la violence ne semble ni jamais devoir s'arrêter. Nous assistons à un génocide en temps réel, filmé, documenté, se déroulant sur nos écrans quotidiennement, et devant lequel nous sommes nombreux à nous sentir impuissants. Le temps n'est plus au débat, il est à l'action.

Combien de morts faudra-t-il pour que la France prenne

une position claire et humaniste ? Combien de crimes contre l'humanité ?

L'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont pris le chemin de la dignité humaine en reconnaissant officiellement l'Etat de Palestine, rejoignant les 146 pays qui reconnaissent officiellement l'existence d'un Etat palestinien. Mais la France, pays des droits de l'homme, pays des Lumières, ne se prononce toujours pas.

Nous, artistes, créateurs de contenu, personnalités publiques et citoyens, avec nos différences mais aussi ces liens qui nous

unissent, nous joignons nos voix pour dire au monde que nous reconnaissons l'existence de l'Etat de Palestine, non seulement en réponse au massacre actuel, mais au nom du droit de ce peuple à exister.

Aujourd'hui, nous faisons appel au président de la République pour lui demander cette reconnaissance. Ne soyons pas à rebours de l'histoire. Ne soyons pas dans le camp de la honte.

Notre voix, notre solidarité peuvent faire la différence. Vive la justice, vive la paix, vive la Palestine libre. ♦

Par UN COLLECTIF DE PERSONNALITES ARTISTIQUES, PUBLIQUES ET CITOYENNES

Parmi les 239 signataires :

DJ Snake DJ et musicien **Leïla Bekhti** Actrice

Mister V Créateur vidéo **Angèle** Chanteuse

Léna Situations Créatrice vidéo

Adèle Exarchopoulos Actrice **Natoo** Créatrice vidéo

Joey Starr Rappeur **Tahar Rahim** Acteur **Usul** Vidéaste

Malik Bentalla Humoriste et acteur

Camélia Jordana Chanteuse et actrice

La liste des signataires sur Libération.fr

IDÉES/



CHRONIQUE

Par
MICHAËL FESSEL
Professeur de philosophie
à l'Ecole polytechnique

La démocratie contre le droit ? Une rhétorique mensongère

En principe, la loi protège les régimes démocratiques de possibles dérives. Pourtant, qu'il s'agisse de Trump, d'Orbán ou de Nétanyahou, nombreux sont les dirigeants à l'ériger en adversaire du pluralisme.

A peine était-il déclaré coupable de falsification de documents par la cour criminelle de Manhattan que Donald Trump a trouvé une réplique imparable : « Je suis un homme très innocent. Le vrai verdict sera rendu par le peuple le 5 novembre. » Trump a beau avoir été condamné par un jury populaire, c'est du peuple, entendez des électeurs, qu'il attend le moyen de laver son honneur. Ce qui est beaucoup plus important encore pour lui, il attend de l'élection présidentielle de novembre le privilège de ne régler aucune des dettes qu'il a contractées avec la justice. Trump mise sur la masse de ses supporters inconditionnels qui verront dans sa condamnation une preuve supplémentaire de sa vertu. N'est-il pas naturel qu'une justice corrompue déclare coupable un innocent qui a promis de la combattre ? C'est là un exemple parmi beaucoup d'autres du renversement opéré par certains démagogues dans le rapport entre droit et démocratie. Là où, en principe, le premier doit protéger la seconde de ses possibles dérives, ils invoquent la seconde comme un recours face aux méfaits du premier. Dans un registre plus dramatique que celui de Trump, Nétanyahou ne dit pas autre chose quand il objecte à la décision du procureur de la CPI de le poursuivre pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité qu'il est à la tête de la seule démocratie du Moyen-Orient. La chose n'est pas douteuse, mais on voit mal son rapport avec le problème. Non seulement le propre d'une institution supranationale comme la CPI est d'appliquer le droit sans égard pour la nature des régimes, mais surtout, des bombes déversées sur des civils par une démocratie ne deviennent pas elles-mêmes « démocratiques », donc légitimes. *Dura lex sed lex*, « la loi est dure, mais c'est la loi. » Même si un peuple unanime, ce qui

n'arrive jamais dans une démocratie, devait soutenir une politique criminelle, cette politique demeurerait criminelle. Il va falloir s'habituer à cette rhétorique mensongère selon laquelle le droit est l'adversaire de la démocratie : elle est une des principales marques des discours d'extrême droite. La haine du droit se maquette facilement en amour du peuple, surtout pour ceux qui n'invoquent la démocratie que pour faire oublier leurs propres injustices. Pour définir les régimes de plus en plus nombreux qui jouent la souveraineté populaire contre le respect du droit, on parle aujourd'hui de « démocraties illibérales ». Par là, il faut entendre des Etats où tous les contre-pouvoirs sont affaiblis, où les droits des minorités sont réduits à peu de chagrin, mais où le peuple continue à voter dans un cadre qui

demeure à peu près pluraliste. La formule est pour le moins équivoque puisqu'elle suggère qu'une société demeure pleinement démocratique alors même que le droit s'y trouve bafoué. Parler de « démocratie illibérale » est une manière de jouer le libéralisme juridique contre la tendance des démocraties à substituer la tyrannie de la majorité au respect du droit. Dans cette formule, la volonté populaire est suspectée d'être une menace pour les droits individuels comme si l'égalité des voix était le pire ennemi des libertés. Or, partout où le droit est attaqué par un gouvernement la démocratie recule : la Hongrie d'Orbán et l'Argentine de Milei en sont de bons exemples. La démocratie ne se réduit pas au suffrage universel. Elle est aussi une institution qui assure l'égalité entre les citoyens, gouvernants

compris. Le droit sert précisément à garantir cette égalité, c'est la raison pour laquelle les démagogues d'extrême droite lui sont hostiles depuis toujours. Dans leur manière de jouer la volonté populaire contre les règles de la justice, le pire est qu'ils forcent leurs peuples à se rendre complices de leurs méfaits. Ceux qui, en France, réclament déjà un référendum pour changer la Constitution et pouvoir y inscrire la préférence nationale obéissent à la même logique. Aujourd'hui, ils dénoncent le « gouvernement des juges » et sa mainmise intolérable sur la démocratie. S'ils parviennent au pouvoir, ils citeront demain le peuple à comparaître comme principal auteur des mesures injustes qu'ils seront amenés à prendre. Ni le droit ni la démocratie ne peuvent sortir indemnes de ces manières de se couvrir en abdiquant toute responsabilité. ♦

SIGNÉ GUGU



CULTURE/

Par
CLAIRE MOULÈNE
Photos **FRÉDÉRIC STUCIN**

Il y a vingt ans, le lycée Alfred-Nobel de Clichy-sous-Bois, qui compte plus de 1400 élèves, s'était porté volontaire pour expérimenter le dispositif du directeur de Sciences-Po Paris de l'époque : Richard Descoings venait en effet de créer une nouvelle voie d'entrée pour briser le plafond de verre et imposer plus de diversité sociale au sein de son école. Cette année, «la Relève», projet voulu par l'ex-ministre de la Culture Rima Abdul-Malak et de nouveau porté par Sciences-Po, prévoit d'insuffler plus de diversité au sein du milieu culturel en tutorant une centaine de jeunes gens hors circuit.

Or cette ambition politique d'égalité des chances n'est pas ce qui anime l'artiste Neil Beloufa. Quand il s'est lancé dans une grande aventure collaborative avec les lycéens d'Alfred-Nobel il y a six ans, il ne lui assignait aucun objectif précis, et n'avait aucune idée de ce que son travail d'artiste allait pouvoir donner. Il savait simplement qu'ici, à Clichy-sous-Bois, comme ailleurs, l'art n'est pas «en soi» une chose politique. «Ce qui est politique dans l'art, c'est comment on fait l'art, d'où provient l'argent, comment on le redistribue, comment on parle aux gens, dans quelles structures on intervient, quel le regard...» expliquait-il au *Journal des arts* en 2018. Depuis, le plasticien n'a eu de cesse de se déplacer, dans sa pratique et son économie, pour imaginer des structures hybrides et hospitalières capables de porter des projets hors des clous. Et faire toujours plus de place à la logique de groupe.

JEU DE RÔLE SPATIOTEMPOREL

C'est le cas de l'épopée hors norme qui marque cet été une première étape, non conclusive espère-t-il, issue de la collaboration avec les 60 adolescents issus des filières MGV (métiers du commerce et de la vente), Mélé (métiers de l'électricité) et Tagora (terminale assistance à la gestion des organisations et de leurs activités) du lycée Nobel. Autant de garçons que de filles, âgés de 16 à 19 ans. Ensemble, ils ont ouvert les vannes de l'imaginaire pour bricoler un script tout feu tout flamme, une fiction qui sert de point de départ à la création d'un mega parc de loisirs, façon expérience interactive : 40 attractions sont exposées tout l'été aux Ateliers Médicis à Clichy ainsi qu'à la fonda-

«La Ruée vers l'or» Plus d'une corde à leur parc

A Clichy-sous-Bois, 60 lycéens ont travaillé avec l'artiste Neil Beloufa pour élaborer un parc d'attractions sous forme d'expo interactive, déployée cet été à Lafayette Anticipations et aux Ateliers Médicis. Un projet hors des clous qui repousse les frontières de l'imaginaire.

tion Lafayette Anticipations à Paris, et bénéficie du label de l'Olympiade culturelle, programmation artistique pluridisciplinaire déployée à l'occasion des Jeux olympiques de Paris 2024.

«La Ruée vers l'or», c'est le titre du projet emprunté à Charlie Chaplin. Mais surtout choisi (après un vote en amphithéâtre) pour être lu à rebrousse-poil, et refléter tout à la fois les errements foisonnants qui ont rythmé le travail du collectif, les angles morts de notre époque et les espoirs promis par une sortie de route qui habite l'imaginaire de ces jeunes gens. Au centre de la fiction, les élèves ont imaginé un personnage de hacker, mandaté pour interrompre la fuite en avant qui caractérise notre époque, tout n'est qu'accélération et dérèglements vers le pire. Pour signifier au monde que ça suffit, on ne peut pas continuer comme ça, ce héros pirate n'a rien trouvé mieux à faire que de voler «la flamme». Mais quelle flamme ? «On n'a pas le droit de dire que c'est la flamme olympique», élude tout de suite l'un des scénaristes en herbe, le sourire aux lèvres. Pas mécontents «d'avoir décroché un budget de

l'Olympiade culturelle pour niquer Disneyland», les storytellers se sont accrochés à leurs visions nourries de jeux vidéo, de manga, de SF. Au cœur de ce jeu de rôle spatiotemporel, à la recherche de la flamme perdue (dans tous les sens du terme), les visiteurs embarqués croiseront tous azimuts un «œil omniscient», entité qui détent tous les savoirs du monde, un «bateau pirate», un «space time» ou un «baby ninja warrior». Toutes les attractions sont connectées entre elles.

Au fil du parcours, ils feront également la connaissance de nouvelles disciplines olympiques comme le «golf foot», mariage impromptu entre le sport le plus populaire et la pratique la plus associée au capitalisme débridé. Ou encore le «rodéo olympique», inspiré du rodéo urbain qui a tant fait couler d'encre ces dernières années et dont ces jeunes gens se demandent pourquoi, à l'instar du skate devenu discipline olympique en 2020, il ne pourrait pas intégrer la compétition officielle. Une manière légère de poser la question de la reconnaissance de ces pratiques nées en

banlieue. Les cartels et le catalogue, entièrement rédigés par les lycéens, distillent toute une série d'indices sur ce qui ressemble fort à un parcours initiatique ou à un jeu vidéo en paliers. A la fin, les motivations du hacker seront révélées au visiteur s'il décroche le mot de passe final.

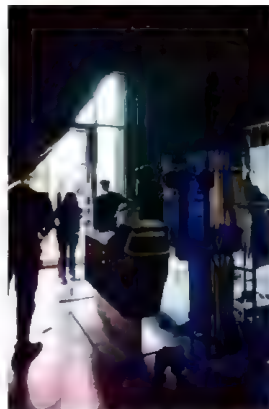
UN TERRAIN DE JEU IDÉAL

Lorsque l'on rencontre ces lycéens à la mi-mai dans l'atelier de Neil Beloufa (petite ruche mi-tech, mi-craft à Montreuil, qui héberge la société EBB Productions), ils et elles réparent des circuits électriques, dessinent des typos, élaborent des stratégies marketing et mettent sur pied un réseau social adéquat – autant d'applications concrètes de ce qu'ils apprennent en cours se réjouit à la fois quatre professeurs qui les accompagnent au quotidien. Autour de la table, François Badié, élève de première spécialité électricité et environnements connectés, vient de terminer la lecture du *Tour du monde en 80 jours* de Jules Verne. C'est lui qui eu l'idée d'inventer l'«œil omniscient», et avec



François, Mustapha et Wakary font

Wakary Dianka assis à ses côtés, en première également, ils ont travaillé plus particulièrement sur trois des attractions. Chez EBB Productions, studio spécialisée dans les différentes technologies de l'information, algorithmes de recommandation ou personnalisation de l'information) qui modèlent nos vies numériques, ils ont trouvé un terrain de jeu idéal. «Mettre en pratique ce qu'on apprend en électricité, gérer quelque chose de grand», voilà ce qui les réjouit plus particulièrement. «Moi, je préfère ça aux stages dans les magasins» concède plus prosaïquement Ahlem El Bouazzaoui, élève de la filière commerce qui



Les visiteurs embarqués dans le



partie des 60 lycéens de l'établissement Alfred-Nobel de Clichy-sous-Bois ayant participé au projet de «la Ruée vers l'or».

a révélé ses talents de négociatrice hors pair. «C'est elle qui a convaincu Nike de mettre la main au pot», intervient Neil Beloufa, habituellement soucieux de ne pas occuper trop le terrain, mais qui cette fois tient à vanter l'agilité de la jeune femme. Ahlem fera partie avec deux autres lycéens de l'équipe qui ira défendre le projet sélectionné pour le «concours de chefs-d'œuvre» de la fondation Colbert, ouvert aux élèves des classes de terminale professionnelle et de dernière année du CAP. Une ligne de plus sur leur CV. Personne ne se cache derrière son petit doigt : la dimension profes-

sionnalisante du projet est centrale. Toute l'année, les lycéens ont effectué des stages au studio de Neil Beloufa, mais aussi dans sa boîte de production EBB, de même qu'aux Ateliers Médicis, et la fondation Lafayette Anticipations, qui a mis à disposition ses ateliers techniques, emploiera cet été huit d'entre eux au service médiation ou maintenance de l'exposition. «Il s'agit de caler des systèmes parallèles dans le système», explique Neil Beloufa, dont le langage codé est toujours en adéquation avec la complexité génieuse et fouraque de ses projets. L'économie circulaire, au propre comme au figuré, fait aussi partie de sa vision. Et

pour ce parc d'attractions qui prendra forme cet été, il espère une deuxième vie : «Nous cherchons un point d'atterrissage, un hangar, pour continuer à exploiter le parc après la fin de l'exposition» confirme l'artiste, appuyé par l'un des quatre professeurs embarqués dans l'aventure depuis le début.

«ILS ÉTAIENT TOUS TRÈS TIMIDES AU DÉPART»

Membre de l'équipe enseignante, Abel Vagba alimenterait bien inscrire durablement le projet au sein de l'établissement et faire fructifier cette «nouvelle méthode de travail, qui permet de réinvestir des notions

étudiées en cours» au moins pour les trois années à venir, en embarquant des élèves volontaires de la seconde jusqu'à la terminale. La proviseure du lycée, de passage ce jour-là dans l'atelier de production, ne peut que constater : «Ils étaient tous très timides au départ, c'était un projet modeste et puis tout le monde a pris le pli et maintenant, on voit grand.»

«Il y a un an, quand Neil Beloufa est venu me parler de ce projet, ça m'a semblé évident de dire oui, d'accueillir cette jeunesse à qui on réserve une si petite place. Le pari, c'est de croire que l'imaginaire de cette génération-là peut s'incar-

ner», assure la directrice de Lafayette Anticipations, Rebecca Lamarche-Vadel. J'ai été très influencée par la pensée de Joseph Beuys, pour qui la créativité doit être répandue entre tous les êtres. La société actuelle devrait permettre que ce droit à la création et à la créativité soit également réparti.»

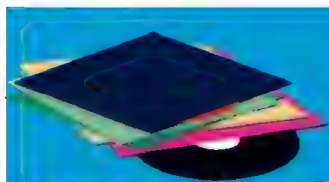
De Pierre Huyghe à Dominique Gonzalez-Foerster, en passant par l'architecte Rem Koolhaas (qui dans son livre culte, *New York délire*, montrait comment Coney Island avait servi de laboratoire à la création du quartier de Manhattan), l'imaginaire des parcs d'attractions et les artistes entretiennent un dialogue de longue date, mis en majesté dans des expositions comme «Dreamlands» en 2010 au centre Pompidou ou «Dystopia» au Centre d'arts plastiques contemporains de Bordeaux, un an plus tard. Mais un autre enjeu est à l'œuvre avec «la Ruée vers l'or», plus sociétal. Comme si, en proposant une alternative au format exposition, il s'agissait aussi de reformuler notre relation à l'art. «Le rituel qui consiste à se réunir devant des objets d'art qu'on ne peut pas toucher, et en silence, peut être d'une grande violence», rappelle Rebecca Lamarche-Vadel. «En produisant d'autres présences et d'autres interactions, on propose aussi d'être plus inclusifs.»

LA RUÉE VERS L'OR

Aux Ateliers Médicis (Clichy-sous-Bois) jusqu'au 27 juillet et à Lafayette Anticipations (75004) du 22 juin au 1^{er} septembre



parc de loisirs croiseront tour à tour un «œil omniscient», un «bateau pirate», un «space time» ou un «baby ninja warrior».



PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques... Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous retrouver dans l'actu des sorties.



En format court et en français, sur un mini-album sorti plus tôt dans l'année, elle n'avait pas spécialement attiré l'attention. En anglais et sur la longueur (17 titres) de ce premier album, le magnétisme de cette jeune chanteuse passée par l'accélérateur de particules La Femme agit de la première à la dernière note, de l'intro aux synthés péplum à la Vangelis jusqu'aux murmures lo-fi de *My Only Goal is This Moment*. Dans l'intervalle, cette fan de Lynch et Britney Spears nous aura joué un numéro de voltige entre Julee Cruise et pop plus aguicheuse, frôlant souvent le sublime (*It's My Gift, Make the Move*) et alignant des promesses qui pourraient la porter très haut. Écrit, composé et produit en autarcie, dans les montagnes, par celle qui apprend en parallèle le métier de bergère (si si), *You Have It All* est déjà un genre de sommet. **CHRISTOPHE CONTE**

NINA LILI J **YOU HAVE IT ALL** (autoproduit)



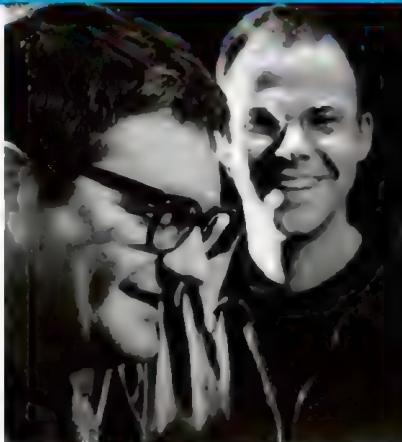
Jusqu'au bout ça n'aura été qu'une histoire de réduction. Celle du groupe de rock, ramené à sa plus essentielle expression. Friction, énergie, volume, urgence. Quelque part entre Wire et AC/DC: agressif, cérébral mais jamais vraiment sérieux – ça n'est que du rock'n'roll. Celle aussi d'une industrie musicale qu'il fallait réinventer. Pas d'annonces, de presse, de concerts n'importe où. Vivre hors du circuit imposé. *To All Trains*, ultime album de Sheelac marqué par le décès récent de son moteur central, Steve Albini, vient refermer un cercle parfait. Modèle de liberté et d'intransigence, retour au départ (on retrouve les accents du vitupérant *At Action Park*) et échappée vers l'inédit (les guitares inhumaines de WSOD). Vrai-faux jumeau du *Hey What de Low* – disque de fin, définitif, impeccable, assourdissant. Et gris. **LELO JIMMY BATISTA**

SHELLAC **TO ALL TRAINS** (Touch and Go).



Décevoir l'attente mondaine en balançant son disque quand bon lui semble, sans sommation : bon point. Mettre sur la pochette un Irish Terrier géant détruisant la planète à coups d'yeux laser : très bon point. Trio mené depuis 2009 par Geoff Barrow (Portishead, Quakers), Beak n'a jamais vraiment su décevoir. Décidé à se faire plaisir avant tout, sans se soucier des attentes ou du timing, déroulant impassible le canevas contrapuntique de son néo-krutrock débrillé, qui atteint sur ce quatrième album son point de raffinement absolu. Une grande balade hypnotisée à travers des landes occultes, des grandes demeures hantées et des galaxies reconstituées par la Clineclit, qui sonne comme un Air à la joie macabre ou un Broadcast évadé de son studio cotonneux pour courir en hululant vers les collines du Worcestershire. **L.J.B.**

BEAK >>>> (Invada)



Jim O'Rourke et David Grubbs en 1998. PHOTO JAMES RUMF

Gastr del Sol, héritage d'or

Après vingt-six ans d'absence, le duo américain sort son ultime album, anthologie de raretés et d'inédits d'avant-gardistes du rock.

Cinq ans. Pas une semaine d'existence de plus, pas une de moins. Et un dernier album comme la plus mélancolique des promesses – un groupe se sabordant au moment où il trouvait enfin ce qu'il avait à dire de plus beau, et de plus juste. Quand le splendide *Camoufleur* est sorti en 1998, beaucoup découvraient tout juste Gastr del Sol, ce duo américain au nom beau et étrange comme une phrase de *Finnegans Wake*, et c'était déjà trop tard. En réalité les carrières de David Grubbs et Jim O'Rourke ne faisaient que commencer et leur discographie en commun n'attendait que d'être redécouverte : l'ébouriffant *Crooks, Cracks, or Fly*, math folk dissonant sorti de la cuisine de Charles Ives, ou *Upgrade and Afterlife*, symphonies électroniques fantastiques, Gershwin en lambeaux et americana dodécaphonique...

Il n'empêche que la fragmentation laissait toute une génération sur le carreau. Celle fraîchement convertie à l'avant-garde par ce

nexus de gamins du cœur de l'Amérique du Nord, en quête de sensations fortes après avoir tout donné dans le hardcore, dont on n'appelait pas encore la musique «post-rock». Les uns fondèrent Tortoise, les autres Gastr del Sol, tous voyaient la musique comme un océan sans limite de possibilités, chaque chanson comme l'occasion de faire déborder le rock jusqu'au cosmos.

We Have Dozens of Titles, triple anthologie de morceaux rares et inédits en concert, est le premier disque estampillé Gastr del Sol à paraître depuis un quart de siècle et un pur miracle phonographique qui n'aura pas de suite – la chambre forte vidée pour de bon, promettent les deux *wonderkids* devenus quinquas. Miracle musical aussi, qui rappelle l'infinie subtilité des mélanges contre-nature du duo, seul dans l'histoire de la musique capable de fondre dans un même creuset Luc Ferrari et les Beach Boys, Xenakis et Randy Newman. Le monde de la musique de 2024 ne savait peut-être pas ce qu'il leur devait, que cet addendum inespéré le lui rappelle et l'éblouisse.

OLIVIER LAMM

GASTR DEL SOL
WE HAVE DOZENS OF TITLES
(Drag City)



Il suffit de quelques secondes pour reconnaître l'univers d'Eric Chenaux, sa voix singulière qui fait songer à la fragilité justesse d'un Robert Wyatt et sa guitare décadrique qui rappelle les accords pas carrés d'un Derek Bailey. Sculptée

comme des miniatures, chaque mélodie d'une étrange familiarité semble pourtant s'étirer indéfiniment. Ce n'est pas là le moindre paradoxe de ces chansons qui narrent les «délices de la vie», pour paraphraser le titre de cet album. Des histoires d'amour qui touchent en plein cœur, sans jamais succomber à la séduction facile. Toute la grâce de cet autre archange du beau bizarre tient sur cette ligne de crête, un *storytelling* folk traversé de notes de Wurliitzer et d'échos électroniques qui dépeint en creux un autre état du monde, un «enchantement» si loin de la vacuité du boucan permanent, si essentiel pour survivre en ces temps terribles. **JACQUES DENIS**

ERIC CHENAUX TRIO **DELIGHTS OF MY LIFE**
(Constellation/Murailles Music)



Disparu en 2012, Berglund fut un interprète majeur de Sibelius et 20 CD, sur les 42 de ce coffret, sont dévolus à ses œuvres chorales, ses poèmes symphoniques, son *Concerto pour violon*, avec Ida Haendel, et ses symphonies, gravées à trois reprises, de la lecture tellurique à la décantation chambriste. L'autre versant de cette somme splendide dédiée à l'art du chef finlandais est constitué de Chostakovitch ravageurs, de Vaughan Williams épiques, de concertos de Britten et de Walton vivifiants dans lesquels la violoniste polonaise tutoie les cimes, et des Grieg lyriques entre autres purs joyaux de poésie populaire comme *Må Väst*, de Smetana, le bucolique *Scherzo Capriccioso*, de Dvořák, et la féérique *Suite du Coq d'or* de Rimsky-Korsakov. **ÉRIC DAHAN**

PAAVO BERGLUND **THE WARNER EDITION**
(Warner).



SCH pourrait être le rappeur français le plus important de sa génération. Parce qu'il a fait un choix il y a six ans : construire, au milieu des singles taillés pour le divertissement, le projet ambitieux de raconter sa vie fantasmatique dans la saga d'albums *JVLIVS*, démarrée en 2018, et dont voici le troisième volet en forme de préquel. Retour aux origines donc, pour le personnage, mais aussi son créateur aubagné-marsaillais. Après une introduction nous plongeant dans une salle d'accouchement, la voix retentit, bien plus semblable à celle que SCH déployait sur son premier album A7, en 2015, que sur ses récentes sorties. Il y est sans cesse question de racines, celles du mal, celles de la carrière, créant un superbe jeu de miroirs par d'agressivité, de mort, de fusillades, de sang et de rap dur. **BRICE MICLET**

SCH **JVLIVS PREQUEL : GIULIO**
(Maison Baron Rouge/Rec. 118)

CULTURE

Aux Ateliers Berthier, oh que «Oui»!

Célie Pauthe et Claude Duparfait, impeccable comédien, adaptent avec bonheur le monologue féroce et drôle de l'Autrichien Thomas Bernhard à l'Odéon.

Oui, c'est d'abord non. Dans ce long monologue écrit par l'écrivain autrichien Thomas Bernhard en 1978, seul un homme parle, mais il en embarque d'autres, une femme surtout, et tout le monde épelle son non à travers lui, flotte dedans faute de pouvoir dire oui. Tout le monde, sauf l'agent immobilier Moritz. Lui, il écoute. C'est le rôle de l'agent immobilier : écouter les névroses, les fantasmes, les solitudes des clients, pour les transformer en maisons. Mais Moritz n'est pas le narrateur. Le narrateur, un double de l'auteur en scientifique, s'est coupé de tout, de tous. Il ne travaille plus. Il ne lit plus Schopenhauer et n'écoute plus Schumann, ses passions, ses deux oui. Il est dévasté par la maladie, la dépression, horrifié par les habitants de cette contrée autrichienne perdue, isolée, brutale, hostile. Et il est venu chez Moritz pour vidèr son sac. Il commence à le faire quand apparaît un couple venu conclure l'achat d'un terrain froid, humide, toujours à l'ombre, au-delà du cimetière et de la forêt.

Pourquoi l'homme, le Suisse, veut-il construire dans cet endroit invivable ? Parce que «leur vie à tous deux, c'est ainsi que le Suisse s'était exprimé, débouchait en cet endroit précis». Il a construit partout des centrales électriques, dans des contrées chaudes et riantes, et maintenant, «de toute évidence, le Suisse avait conçu son domicile, qu'il appelait constamment son dernier domicile, exactement comme ses centrales, qu'il avait bâties aux quatre coins du monde. Quand on examinait le plan de plus près, on se trouvait en présence d'une quantité de pièces où l'on n'aurait voulu vivre à aucun prix, mais le Suisse était convaincu d'avoir dessiné la maison d'habitation idéale».

Cantate. Qu'il s'agisse du Suisse, de la tenancière de l'auberge, de cette campagne d'Autriche, le texte est une cantate, féroce et drôle, de la solitude négative. Il concentre le talent de Thomas Bernhard, Bach du désastre moral et mental autrichien : cet art du rabâchage et du contrepoint où les discours rapportés par une voix furieuse forment de petites phra-

ses musicales qui reviennent et reviennent dans le flux d'une mélodie noire, avec de légères variations signifiant les changements de ton : les récits de Bernhard sont des règlements de comptes et des leçons de musique. Pour les faire vivre sur scène, le comédien doit être un musicien et un mime : intonation, débit, grimaces, gestes, tout doit être exagéré et retenu, plein de chagrin et de jeu. Claude Duparfait, qui a beaucoup incarné les personnages de Bernhard, est ce comédien. Aussi comique que désespéré, tranchant que subtil, sauvage que délicat, absent que présent. Même de face, il semble de profil : un oiseau humain qui plie une jambe, casse un poignet, tape sur une cuisse, pour mieux articuler et désarticuler le texte selon des perspectives cassées, des angles aigus. Assis sur une chaise de jardin, entre une bouteille d'eau et un gros sac à vêtements, il désespère de tout et attend quelqu'un. Pour s'envoler, pour revivre, il en a besoin.

Et voilà l'autre grand personnage du texte, la jeune femme du Suisse : «Une Persane native de Shiraz, comme je n'avais pas tardé à l'appréhender, un être qui me régénérerait de fond en comble, et donc un partenaire de marche, de pensée, et donc de conversation et d'échanges philosophiques, qui me régénérerait de fond en comble, et comme je n'en avais plus eu depuis des années et comme je n'aurais jamais imaginé qu'une femme puisse l'être avec moi ». Avec elle, il va de nouveau aimer Schopenhauer, Schumann : vivre un trip d'adolescent. Il va respirer, travailler. Et il va pouvoir la tirer du désespoir jumeau où elle a plongé. Du moins veut-il le croire, ce gros malin.

Mélèzes. Dans le texte, la Persane n'existe et ne parle qu'à travers la voix du narrateur. A l'Odéon, jouée par l'actrice iranienne Mina Parvini, elle apparaît, mais uniquement filmée, avec lui, tandis qu'ils se promènent en hiver dans une forêt de mélèzes. Réciter du Schopenhauer sous la pluie, il faut le faire. Ils le font. Elle dit même quelques poèmes en persan. Pour éviter une heure et demie de monologue, Célie Pauthe a fait ce choix qui donne au personnage une présence fantomatique, comme dans le texte (fort bien coupé, réduit à l'essentiel) : ni là, ni pas là. Pour une fois au théâtre, la vidéo n'est pas un gadget, même si les dialogues cassent la musique du texte. Cette histoire, naturellement, finira mal, très vite : «Incroyable, dit le narrateur, la rapidité avec laquelle la meilleure relation, quand on lui demande plus qu'elle ne peut donner, se détériore et finit par se consumer entièrement. » Il a pompé la Persane, et puis, saturé ou repus, il l'a abandonnée. Qu'elle

le lui reproche ne peut le conduire qu'à une chose : écrire ce qu'ils ont vécu, comment elle a fini. *Oui* est le dernier mot du texte. C'est le *Oui* qu'elle dit à la mort, mais c'est lui qui l'écrit. «Une belle fin, non ? » ajoute Claude Duparfait, mutin.

PHILIPPE LANÇON

OUI d'après THOMAS BERNHARD
Adaptation et conception de CLAUDE DUPARFAIT et CELIE PAUTHE
Mise en scène de CÉLIE PAUTHE
au Théâtre de l'Odéon Ateliers Berthier (75017), jusqu'au 15 juin

DES EXPLOITS, DES CHEFS-D'ŒUVRE

Frac Sud
Cité de l'art contemporain
du 26 avril au 22 décembre 2024

Mucem
Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
du 26 avril au 8 septembre 2024

[mac]
Musée d'art contemporain de Marseille
du 26 avril au 8 septembre 2024

Une exposition à l'initiative du
Frac Sud - Cité de l'art contemporain.

MINISTÈRE DE LA CULTURE
RÉGION ALPES PROVENCE
SUD ALPES CÔTE D'AZUR
VILLE DE MARSEILLE
FRAC SUD
Cité de l'art contemporain
Mucem

Partenaires : **L'EQUIPE**, **rockuptibles**, **L'œil 02**, **Télérama**

Eric Hazan L'insurrection qui s'en va

Fondateur de la Fabrique, maison d'édition des principaux penseurs d'extrême gauche allant du marxisme à l'anarchisme, l'éditeur controversé, mort jeudi à 87 ans, était aussi un arpenteur érudit de Paris, sur lequel il avait écrit de nombreux livres.

Par
QUENTIN GIRARD

Eric Hazan est mort. L'a-t-il joué Balzac ? A arpenter jusqu'au bout les rues de Paris, pour entendre leur tumulte ? Sinon Stendhal ? « *Puisque la mort est inévitable, oubliés-la.* » Ou alors, en bon amoureux du Comité invisible, il a choisi de semer le doute, de ne rien dire jusqu'au bout, pour être toujours là, même dans la disparition. Avec le décès de l'éditeur de 87 ans, fondateur de la maison la Fabrique et ancien chirurgien, l'extrême gauche perd l'un de ses plus importants

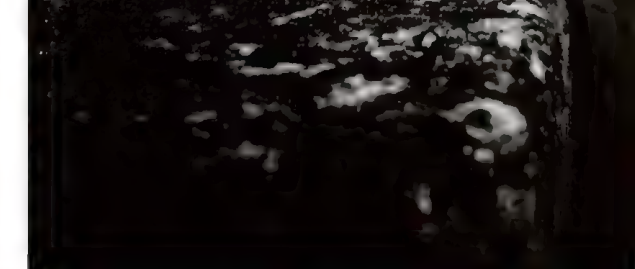
DISPARITION

et controversés passeurs d'idées de ces deux dernières décennies et la capitale française l'un de ses plus fervents défenseurs. Alain Badiou, Antonin Bernanos, Judith Butler, Julien Coupat, David Dufresne, Eric Fassin, Raphaël Kempf, Frédéric Lordon, Andreas Malm, Nathalie Quintane, Jacques Rancière, Edward Said, André Shiffrin, François Vergès, Sophie Wahnich, Slavoj Žižek ou encore Norman Finkelstein et Houria Bouteldja... Eric Hazan, tout puissant en sa maison d'édition où il ne publiait « *que des amis* », a édité la plupart des principaux penseurs et activistes de la gauche hors les murs,

française et aussi internationale. Sur les sujets les plus polémiques : d'Israël et la Palestine aux violences policières, en passant par le décolonialisme, le féminisme, la place du livre, la politique en général, etc.

Ultrapreconnaissable, avec ses livres aux titres en police Rockwell sur fonds unis colorés, la Fabrique s'est imposée dans les rayons en mettant aussi en avant des textes de révolutionnaires historiques, comme Robespierre, Lénine ou Blanqui. Avec des titres qui sentaient bon la poudre sur une barricade de la rue Saint-Antoine : *Pour le bonheur ou la liberté ; Maintenant, il faut des armes.*

Les écrits de son fondateur sont également en bonne place dans le catalogue. Eric Hazan n'avait jamais rien publié avant ses 66 ans, et *Chronique de la guerre civile*, en 2004. Il ne s'est plus arrêté ensuite avec quatorze ouvrages (dont certains collectifs). Le dernier, *le Tumulte de Paris*, publié en 2021, faisait suite au très salué *l'Invention de Paris* et défendait, dans une balade érudite (et un peu datée), la vivacité de la ville, des insurrections du XIX^e siècle aux vieux juifs de Belleville. Il écrivait ainsi, espérant la chute du capitalisme et le retour des exclus dans le centre-ville : « *il faut garder une main sur la ville, en*



connaître l'histoire et les détours, pour que le moment venu elle puisse reprendre ses couleurs et sa gloire. »

« JE N'AI PAS LE SOUVENIR D'AVOIR EU PEUR »

Dans ses ouvrages, l'éditeur alternait entre ses principales préoccupations : la révolution et son désir de mettre à bas le système (système qui devait s'effondrer prochainement à chacune de ses interviews aussi loin qu'on soit

remonté), son rapport amoureux à la capitale, à la littérature et aux livres, et le questionnement de son identité juive en lien avec celui de l'existence d'Israël et de la Palestine. Ses passions lui donnaient une personnalité multiple, parfois insaisissable. Avec sa bouille d'enfant un peu crapule, il n'aimait rien tant qu'emporter les interrogations sur ses potentielles contradictions par un sourire enjôleur. Hazan avait la révolution charmante, en chef de bande volontiers moqueur des autres

Eric Hazan,
le 24 avril 2018.
PHOTO
OLIVIER METZGER

CULTURE/

en 1936, dans une famille «juive, bourgeoise et intégrée». Le père est d'origine égyptienne, éditeur d'art qui a aussi fondé une fabrique de sucreries au miel de Guinée. La mère, d'origine roumaine née en Palestine, travaille avec lui. Pendant la guerre, ils se réfugient en zone libre, puis à Antibes, contrôlé par les Italiens. «Avec la guerre, j'ai eu une enfance plutôt agréable, racontait-il à Libé en 2018. J'allais pas à l'école, j'ai jamais manqué de rien. J'étais caché, oui. Mais pour un gamin, c'était rigolo. Je jouais aux gendarmes et aux voleurs. Mes parents n'ont pas été mal cette fois-là. Je n'ai pas le souvenir d'avoir eu peur.» A son retour à Paris, il passe dans des lycées prestigieux, et lit beaucoup, notamment l'auteur de la *Chartreuse de Parme*. «Je suis resté stendhalien. C'est un mauvais Français : il n'aime pas la France, il n'aime pas Paris, il trouve que les gens sont arrogants et au fond si coincés qu'ils n'arrivent pas à libérer leur cœur. Il est vraiment sympathique, le gars.»

«LE RÔLE DE MA GÉNÉRATION, C'EST LE TRAVAIL DE SAFE»

Pour faire plaisir à son père, il fait médecine et devient chirurgien, spécialisé dans la chirurgie infantile. «C'est un beau métier mais, en même temps, c'est un métier qui crétinise. Le patient de la veille, le patient du lendemain... Le vélo ne s'arrête jamais dans la tête. Je n'ai pas profité de mon époque. J'aurais pu aller aux cours de Deleuze, j'aurais pu rencontrer Foucault – son frère faisait l'internat avec moi. Je suis complètement passé à côté de tout ça.» S'il met alors de côté ses envies littéraires, il commence à militer, défendant le droit à l'avortement, aidant le FLN pendant la guerre d'Algérie et s'impliquant dans la cause palestinienne. Partisan, comme Edward Saïd, de la solution à un Etat et adepte du BDS, le «boy-cott, désinvestissement et sanctions» contre Israël, ses positions lui valurent de nombreuses accusations d'antisémitisme. Il les balaya toujours d'un haussement d'épaules, n'hésitant pas à en rajouter dans la provocation, affirmant ne se soucier guère de la montée en France des violences antijuifs, comme au moment de l'assassinat de Mireille Knoll.

Cherchant un sens à sa vie, malheureux dans son travail, il reprend en 1983, à 47 ans, la maison d'édition de son père. Il la revend quatorze ans plus tard à Hachette pour fonder la Fabrique. «Le projet était à la fois clair et ouvert : pas de frontières politiques, encore moins partisanes», se souvenait en 2018 l'historien Enzo Traverso, compagnon de route des premières années, avant de s'éloigner : «A la fin des années 90, après la chute du mur de Berlin et la profonde crise idéologique de la gauche, un espace s'ouvrait, que les maisons d'édition avaient depuis longtemps déserté. Il s'agissait d'apporter de nouvelles idées à la jeune génération à la gauche de la gauche.»

Certains ouvrages entraînent des ruptures nettes. Outre la question israélienne, les positions décolonialistes voire indigénistes de La Fabrique sont des marqueurs. Les *Blancs, les Juifs et nous* : vers une politique de l'amour révolutionnaire de Houria Bouteldja suscite nombre de critiques, accusé de racisme et d'homophobie. «Si on n'est parfois pas d'accord sur sa vision robespierriste de la Révolu-

tion ou sur un rapport un peu autoritaire à la politique, le vrai point de friction idéologique porte clairement sur la question des Indigènes de la République, témoignait Nicolas Norrito, fondateur de Libertalia, une des maisons d'édition d'extrême gauche qui se sont fondées dans le sillage de la Fabrique. Pour rien au monde on n'aurait publié le texte de Houria Bouteldja qui a provoqué énormément de fâcheries dans ce milieu.»

Hazan, lui, n'en avait cure. Tout comme il fit fi de la pression dingue du gouvernement Sarkozy et des services de police qui montèrent un dossier contre *L'insurrection qui vient*, le pamphlet poético-révolutionnaire du Comité invisible. Le titre de 2007 reste encore aujourd'hui le principal succès de la Fabrique et a donné plusieurs suites lues et commentées, *A nos amis* puis *Maintenant*, passées de la rubrique faits divers aux pages idées des journaux les plus chics.

«C'est à la jeunesse de préparer l'avenir. Le rôle de ma génération, c'est le travail de safe», expliquait-il, regrettant souvent de ne pas être pris au sérieux, comme si la Fabrique jouait un rôle d'amuseur public, qui ne croirait pas vraiment elle-même aux idées défendues.

Evoquant un ouvrage sur la fin de l'Europe, il notait un jour que toute la salle où il donnait une conférence avait éclaté de rire, sur le mode : «Vraiment, quels farceurs, quels provocateurs que ces gens de la Fabrique.»

Non, Hazan croyait au grand changement, et potentiellement violent. Lui-même s'était essayé à la dialectique insurrectionnelle, dans *Premières mesures révolutionnaires* (écrit avec l'anonyme Kamo), en 2013. «Chacun peut voir autour de lui des groupes – de salariés et de chômeurs, d'abonnés à la soupe populaire, de prisonniers, de mères de famille – qui ne supportent plus la vie qu'on les contraint à mener. Chacun peut entendre la colère dans les usines, les banlieues et les ports, chez les caissières des grandes surfaces et les employés d'Orange», écrivait-il, dans ce qui ressemble à une description parfaite du futur mouvement des gilets jaunes. «La révolution qui vient n'aura pas d'avant-garde, seulement des agents de liaison qui travaillent à faire éveiller et faire circuler les devants révolutionnaires», continuait-il. Si la révolution a commencé, position qui, face à tous les soubresauts du monde, peut se défendre, Eric Hazan, en tout cas, n'en verra pas son achèvement. ◆

MUSIQUE LIVRES FOOD RADAR



C'est le week-end

rendez-vous chaque samedi dans



bandes, amusé de la comédie humaine, pas dupe des autres, et, on l'espère, de lui-même. «On trouve une grande variété d'opinions et de positions politiques dans la Fabrique», se réjouissait-il dans *Pour aboutir à un livre*, du «marxisme traditionnel» aux «tendances anarchistes». Lui-même se considérait «depuis longtemps sans liste, plutôt benjaminien peut-être». Outre ses femmes et ses enfants, nombreux, l'homme a eu plusieurs vies. Il est né à Paris

Sans faire d'histoires

Vincent Lemire L'universitaire spécialiste de Jérusalem tente d'apporter de la clarté au brûlant débat du Proche-Orient.



académique: le lycéen moyen et dissipé se découvre bossueur sur le tard. Dans une fratrie de quatre, dont une sœur décédée il y a cinq ans, il est le seul à dépasser le bac. Il obtient l'ENS du second coup, s'inscrit en histoire à Paris-I, en maîtrise à Lille-III, travaille sur les archives du ghetto de Venise, son premier émoi de chercheur. Il décroche l'agrégation après un premier échec («j'ai tout raté au moins une fois») et s'envole pour Jérusalem à la fin des années 90, après la signature des accords d'Oslo. Un peu par hasard. «J'y étais allé deux fois en touriste. Je ne parlais pas un mot d'hébreu ni d'arabe. Je les parle d'ailleurs toujours très mal.»

Son directeur de thèse l'invite à fouiller dans les archives de la municipalité. «Là-bas, on m'indique un sous-sol. Des cartons remplis de documents sur les périodes ottomane et mandataire, des archives que personne n'a jamais consultées. Soudain, je vois plein d'angles morts. Je fais face à une terra incognita. En sortant du bâtiment, je me dis: «Ok c'est bon, j'ai trouvé mon truc.» Il dirigera le Centre de recherche français à Jérusalem pendant quatre ans, jusqu'en août 2023, et conduit toujours le projet de recherche européen Open Jerusalem.

Vincent Lemire ne jure que par le terrain. Il n'est pas un théoricien. «Je me vois plutôt

comme un bricoleur, un peu démerde.» Il hésite, doute, change régulièrement d'avis.

«Beaucoup de mes collègues sont bien plus érudits.» Il

pense surtout au professeur au Collège de France Patrick Boucheron, rencontré lors de ses études, «un maître.» Le

dessin est sa passion de toujours, «génération Gotlib à mort, Hugo Pratt, Blueberry».

Il n'a pas mille autres occupations cachées. «Le truc qui me fait un bien fou, c'est de jardiner dans ma maison près de Fécamp. Pas très punk.»

Quand il ne vit pas dans sa cahute à poutres parisienne, installée sur deux mini-étages, un temps mutualisée avec un autre appartement pour accueillir ses quatre enfants issus d'un mariage puis d'une seconde rencontre. «On a fait le «séparément» de Romane Bohringer et Philippe Rebbot avant eux.» Mais contrairement au couple de comédiens qui expose dans le film *l'Amour fou* sa séparation puis son emménagement dans deux appartements reliés par les chambres des enfants, les pièces communicantes chez les Lemire sont celles des adultes. «Mon psy m'a dit que mes enfants n'avaient pas envie que la séparation passe par eux et que c'était à nous, parents, de mettre une cloison. J'ai trouvé ça hyperintelligent.» Le concept dure quelques années comme ça.

Il y a un (ressenti un siècle), il était à Gaza pour donner une conférence. «Nulle part ailleurs, je n'ai senti une intensité d'écoute comme là-bas. Tu donnes un colloque d'une heure, trois heures après tu es encore à discuter dans les couloirs. Ce sont des étudiants comme des personnes d'une soixantaine d'années. Certains n'ont jamais quitté Gaza. C'est comme s'ils ne voulaient pas que tu repartes. En sortant de Gaza, j'avais l'impression d'avoir donné un cours en prison.» Il n'y a pas remis les pieds depuis, ni en Israël où il a des amis «dans les deux camps».

Le 7 octobre au matin, il était dans sa maison de campagne quand son téléphone s'est mis à crépiter. D'abord, la sidération, le trauma, «comme après Charlie». Très vite, le besoin de décrypter, d'apporter des réponses. Comme un devoir. Tout en veillant à ne jamais se «faire cornériser, coller une étiquette». Ce «social-démocrate», qui ne renchérit pas à confesser son futur vote Glucksmann le 9 juin, après avoir glissé un bulletin Mélenchon puis Macron en 2022, deux fois Macron cinq ans plutôt, se dit «très admiratif du positionnement d'un Elie Barnavi, d'un courage admirable».

Depuis janvier, la «nullité» du débat public le fait «un peu chier». «Les manifs devant Sciences-Po, les mains rouges... Je ne dis pas que ce n'est pas un sujet, mais ce n'est pas ça, au fond, le sujet.» Il regrette «que la discussion bascule immédiatement dans la petite popo», le jeu de «postures» entre ceux qui n'ont pas réussi à prononcer le mot «terroriste» au lendemain du «7» et les «pro-Israéliens complètement bornés». Paradoxalement, il voit dans ce brouhaha inflammable et irrécyclable «un espace» pour essayer de dire des «choses utiles». ◆

Par **SIMON BLIN**
Photo **NOLWENN BROD, VU**

Ne pas trop se fier aux apparences. Vincent Lemire est physiquement mal en point dans son petit appartement sous les toits de Paris, touché par une pneumonie qui n'en finit pas et une vilaine hernie discale. Ce professeur d'histoire à l'université Gustave-Eiffel de Marne-la-Vallée ferait presque peine à voir si son nom ne trahissait pas le top des ventes de livres ces derniers mois. Le spécialiste de la Ville sainte fait coup double: sa BD, *Histoire de Jérusalem*, dessinée par Christophe Gaultier, a dépassé les 250 000 ventes, et son petit livre *Anatomie d'un conflit*, coécrit avec Thomas Snégoff, historien et présentateur de *C Politique* sur France 5, a franchi le cap des 15 000 exemplaires. Une forme olympique.

«On ne dirait pas comme ça mais mon corps encaisse, je somnifère», croit savoir l'universitaire, à peine plus de la cinquantaine, qui voit dans ce succès d'édition «une vraie soif de comprendre de la part du public». Sur les plateaux TV, l'historien au look passe-partout, gilet à capuche bleu marine, stylo quatre couleurs à la main, s'est fait une place au milieu des experts du Proche-Orient. Jamais professoral, la simplicité de son propos tranche avec la complexité du sujet. Son «extériorité» avec l'objet brûlant est sa force. «Ma distance au conflit, ça fait

vingt-cinq ans que je la travaille.» Plus encore qu'avant le 7 Octobre, les rédactions le sollicitent intensément pour analyser les racines ethniques, religieuses de cette guerre, tenter d'offrir un peu de recul historique, des clés de compréhension aux auditeurs et internautes, noyés dans ce maelström d'images insoutenables.

La veille de notre rencontre, l'armée israélienne venait de bom-

barder un camp de déplacés à Rafah, faisant au moins 45 morts, selon le ministère de la Santé de la bande de Gaza. «Le plan du Hamas se déroule comme prévu, dérou-

le-t-il, devant un café. Il mène une guerre révolutionnaire, il n'a aucun problème avec les pertes de vies humaines. Israël est tombé dans le piège et perd maintenant la guerre du récit. Or pour Israël, plus que pour tout autre pays dans le monde, c'est un risque existentiel d'abîmer sa légitimité internationale. Faut-il peut commettre les pires exactions en Ukraine, personne ne viendra contester le droit à un Russe d'être russe à Moscou.» C'est un peu par sérénité que Vincent Lemire est devenu cet éminent spécialiste du berceau des trois monothéismes et, par extension, du conflit israélo-palestinien. Rien ne prédestine ce Parisien pur jus, fils d'un prof de français et d'une mère comédienne puis réalisatrice à la radio, à une carrière

LE PORTRAIT

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD
TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk
- House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Cellules - DJ - Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT
EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant

porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents...

Décorations asiatiques : corail, jade...

MAISON ALEXANDRA

06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Vous voulez passer
une annonce dans

Libération

Vous avez-elle l'intention ?

présentation de votre annonce

Entre-nous

entre-nous-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 20

MESSAGE
PERSONNEL

« Le petit Mathias Legawa,

40 ans,

deviendra grand à Septèmes

les Vallées ce week-end.

Si vous le croisez, fuyez !

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 20

VENTE
5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS - 94

Appartement à vendre

5 pièces - 87,14 m²

A deux pas, les lignes de bus 118, 122

et 301 facilitent vos déplacements

pour rejoindre le RER A-E

Val de Fontenay. A seulement

2 minutes à pied des écoles

et endroits de commerces,

restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel

à FONTENAY SOUS BOIS

offre une surface de 87m²

pour créer votre espace idéal.

Strués au 1er étage avec ascenseur,

le bien comprend trois chambres,

un salon/entrée à manger de 23,35 m²

pourvu d'un coin cuisine,

de nombreux rangements

et une cave complètent

ce appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

https://www.seloger.com/annonces/

achat/appartement/fontenay-sous-

bois/94215-410411.htm

tél. 0614081414 agence s'abstient

MERCi



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Edité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 862 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse indépendante SAS

Copérinte
Dov Albon,
Armandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication
Dov Albon

Directeur de la rédaction
Dov Albon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quirio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoneau

Rédacteurs en chef
Michèle Becquembourg
(spéciaux), Frédéric
Bésiau (préresse),
Laure Britton (O), Gilles
Dum (pilote web),
Christian Lessou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Liban Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Dumas (L),
Sonia Delacour-Solier
(monde), Fabrice Drouzy
(supplément),
Yann Dural (forums),
Mathieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(mode de vie),
Cécile Mathiot
(checknews),
Camille Faugan (actu),
Didier Pirona (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 35 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Gerville),
CLA (Roc)
Imprimé en France

ACPM
Membre de l'ACPM,
CPAP : 1125 C 80064,
ISSN 0335-1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenu par
l'Éco-label européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'écopapier :
P.Tot 0,009 kg/t de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail, indiquez le
prenom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5305 MOYEN

	8	3		2				
		1		5				9
5			4		8		1	2
3		6		8		2		
	2	4	5		3		9	
1		5		9		6		3
4	5		6		9		8	
6	1			3		9		
			8		5	6		

SUDOKU 5305 DIFFICILE

		1		3		2	5	
3								
		5	1			8	6	
	8		2		9		6	
5	4						2	8
	9		3		5		7	
	2	7		6	1			
						9		
	9		5		3			



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	6	7	8	9	1	2	5	4
4	5	8	2	6	3	7	9	1
2	9	1	4	5	7	3	6	8
5	1	2	9	7	6	3	5	8
6	4	3	1	2	8	7	5	9
7	8	9	5	3	8	1	4	2
8	7	6	1	9	5	3	4	2
1	5	7	4	2	8	3	9	6
9	2	3	8	5	4	7	1	6

DIFFICILE

5	6	3	4	7	8	9	1	2
1	7	2	9	3	5	4	6	8
4	8	9	1	2	6	3	5	7
5	6	1	2	8	7	9	3	4
8	9	5	4	7	1	2	3	6
2	1	7	3	6	9	5	8	4
9	3	8	1	4	2	5	7	6
7	2	5	6	3	8	4	1	9
9	4	1	8	5	2	7	3	6

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collectors sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

VENDREDI 7

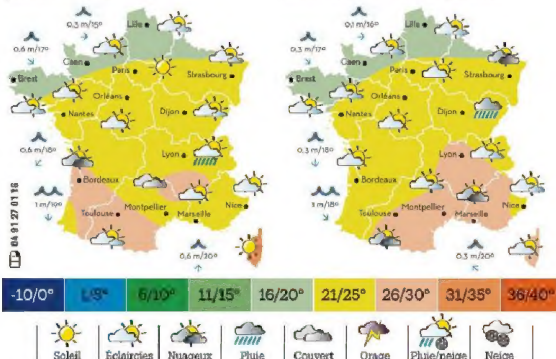
Le temps est déagré et frais sur un large
tiers Nord, mais nuageux et doux au Sud.
Quelques ondées se produisent en Aquitaine.

L'APRÈS-MIDI Les orages se multiplient de
l'Aquitaine à Auvergne, Rhône-Alpes,
Franche-Comté et Alsace. Il fait lourd avec
un soleil voilé au Sud-Est. Le temps est
agréable, ensoleillé avec des températures à
peine de saison au Nord.

SAMEDI 8

Un temps instable et orageux concerne les
2/3 Sud du pays, jusqu'en Méditerranée,
avec une bande pluvio-orageuse plus
marquée de la Gironde à l'Alsace. Au nord de
la Loire, le temps reste sec avec un petit vent
frais en bord de mer.

EN SOIRÉE Maintien d'un temps orageux sur
les 2/3 Sud du pays. Le temps reste calme au
nord de la Loire où il fait un peu frais.



	MIN	MAX		MIN	MAX		MIN	MAX
FRANCE			FRANCE			MONDE		
Lille	7	18	Lyon	16	25	Alger	20	33
Cen	8	18	Bordeaux	15	26	Berlin	10	19
Brest	11	17	Toulouse	18	27	Bruxelles	7	18
Nantes	9	21	Montpellier	17	27	Jérusalem	25	36
Paris	7	20	Marseille	19	28	Londres	7	17
Strasbourg	12	23	Nice	17	24	Madrid	21	35
Dijon	13	24	Ajaccio	16	28	New York	19	27

UNE EXPOSITION ÉVÈNEMENT
À L'INSTITUT DU MONDE ARABE



23.04
— 27.10
.2024



INSTITUT
DU MONDE
ARABE

